



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Lundi 20 novembre 2023

Le vingt novembre deux mille vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 14 novembre 2023, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien.

Étaient représentés :

M. ID ELOUALI Ali	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. BANCE Stéphane	mandat à M. BOLLE-DALLIAH Kristian
M. OMRANE Alain	mandat à M. CHALBI Yacin
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
M. ESSONE MENGE Terence	mandat à Mme FOURNIAUD Martine

Étaient absents : FONDENEIGE Matthias, DOS REIS Sabrina

Secrétaire de séance : Hancès SASU

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Présentation de quatre nouveaux conseillers municipaux	4
→ Appel.....	5
→ Approbation du compte rendu de la séance du 20 septembre 2023	5
→ Information concernant l'ordre du jour	5
CABINET	6
→ Élection d'Adjoints au Maire	6
RESSOURCES HUMAINES	11
→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal	11
MARCHES PUBLICS.....	12
→ Adhésion à la centrale d'achat du GIP ESAH (Groupement d'intérêt public- Réseau des Acheteurs Hospitaliers)	12
→ Constitution d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) pour la passation d'un marché public portant sur la Médecine du travail	13
HABITAT	14
→ Avenant de réaménagement de prêts contractés par CDC Habitat social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations concernant le patrimoine de 82 logements locatifs sociaux situés 37-39 Rosa Luxembourg et 135 Avenue du Mal de Lattre de Tassigny.....	14
COMMERCE	15
→ Dérogation au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi - Calendrier des ouvertures autorisées pour l'année 2024.....	15
DGST	16
→ Tarif des droits de voirie à compter du 1er janvier 2024	16
URBANISME	17
→ Délibération rectificative relative à la rétrocession foncière entre SOSIACUM et la ville de Choisy-le-Roi à l'euro symbolique portant sur des espaces communs sis 111, 119, 121, 123 et 123 bis avenue Anatole France et 1 à 3, rue Rondu	17
→ Désaffectation et déclassement des empiétements et ouvrages la propriété sis 5, avenue Jean-Jaurès, 4, rue Carnot, rue de l'église et avenue Pablo Picasso.....	18
→ Avenant n°2 à la Convention d'intervention foncière du centre-ville du 5 février 2021.....	19
→ Approbation du CRACL 2022 de la ZAC Briand-Pelloutier	22
→ Approbation d'une convention de mise à disposition entre la Ville de Choisy-le-Roi et ENEDIS	23

CENTRES SOCIAUX	25
→ Convention relative à la mise en place d'une permanence de la CAF (Caisse d'allocations familiales) au sein du centre Espace Langevin	25
SOCIAL.....	27
→ Approbation de la convention-cadre à intervenir entre le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) à la commune de Choisy-le-Roi	27
JEUNESSE	28
→ Approbation d'une convention de partenariat entre les collèges Emile-Zola, Henri-Matisse et Jules-Vallès.....	28
ENFANCE.....	28
→ Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2024	28
POLICE MUNICIPALE.....	29
→ Approbation de convention de mise à disposition à la commune d'un chien de défense affecté à la Police municipale de Choisy-le-Roi	29
SPORTS	31
→ Répartition de la subvention municipale aux associations sportives année 2023	31
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	33
→ Mise en place du référent déontologue pour les élus locaux	33
→ Modification des représentants du Conseil municipal au sein du Conseil d'Administration du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale)	34
→ Attribution d'un don au Secours populaire suite aux inondations en Libye	34
→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales	35
QUESTIONS DIVERSES	35

La séance est ouverte à 19 h 20 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Nous avons pris quelques instants, puisqu'il y avait des photos à faire, mais je crois que tout le monde a fait faire ou refaire sa photo. Nous allons donc commencer ce Conseil. Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal de ce jour.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, vous avez à désigner un secrétaire de séance. Je propose Madame Hancès Sasu, qui en est d'accord. Y a-t-il des objections ? Non, donc Madame Hancès Sasu sera secrétaire.

(Mme Hancès Sasu est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

→ **Présentation de quatre nouveaux conseillers municipaux**

M. le Maire : Je vais passer maintenant la parole à Monsieur Baranger, directeur général des services, pour procéder à l'appel nominal, mais avant, je voudrais vous faire part de la montée au Conseil municipal de nouveaux collègues, Monsieur Billy Soumsouk, s'il peut se présenter, à qui nous souhaitons la bienvenue.

M. Soumsouk : Merci, Monsieur Tonino.

M. le Maire : Bienvenue.

Applaudissements

M. Soumsouk : Merci à vous.

M. le Maire : Nous avons aussi Madame Béatrice Alirol, pour qui c'est un retour. Je suis particulièrement heureux de l'accueillir. Sa grande expérience nous sera utile, et je pense que la plupart d'entre vous la connaissent. Si tu veux dire un petit mot, sinon, bienvenue.

Mme Alirol : Bonsoir à tous, beaucoup d'entre vous me connaissent, je suis Béatrice Alirol du Modem, j'ai fait trois mandats au sein de cette mairie. J'ai eu une petite pause de trois ans, et j'ai vu une petite annonce qui demandait une nouvelle doyenne.

M. le Maire : Sur Leboncoin.

Mme Alirol : J'ai postulé, j'ai passé des tests, et je suis donc revenue parmi vous.

M. le Maire : Merci beaucoup.

Applaudissements

M. le Maire : Nous accueillons également Monsieur Laurent Chassay, Choisyen, bien sûr, mais dont c'est la première nomination en tant que conseiller municipal.

M. Chassay : Bonsoir, et merci. Je suis très heureux de siéger ici.

Applaudissements

M. le Maire : Madame Sabrina Dos Reis devait également être parmi nous ce soir, mais elle nous a, je crois, laissé un message prévenant qu'elle était indisponible ce soir, à qui nous

souhaitons également la bienvenue, et que nous aurions également applaudie. Nous pouvons l'applaudir durant son absence.

Applaudissements

M. le Maire : Monsieur Baranger va pouvoir procéder à l'appel.

→ **Appel**

(M. Denis Baranger procède à l'appel.)

→ **Approbation du compte rendu de la séance du 20 septembre 2023**

M. le Maire : Très bien. Merci, Monsieur Baranger. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 20 septembre dernier avec cette convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, nous reviendrons sur la question de la diffusion de nos conseils municipaux lors d'une question diverse que nous vous avons transmise avant ce Conseil. Je veux simplement souligner, pour les Choisyennes et les Choisyens qui ont fait le déplacement, et avec une pensée pour toutes celles et tous ceux qui avaient l'habitude de suivre notre Conseil municipal en direct ou en différé via la plateforme, sur le fait que nos débats, nos échanges, les décisions du Conseil municipal de Choisy-le-Roi du 20 septembre 2023 ne seront donc adoptées que ce soir, 20 novembre, soit deux mois plus tard, et que les Choisyens ne pourront donc en prendre connaissance que deux mois après.

M. le Maire : Je suis très heureux de voir les personnes présentes ici. C'était notre volonté que les personnes se déplacent au Conseil municipal.

Intervention hors micro

M. le Maire : Je rappelle, pour les gens qui n'auraient pas encore assisté à un Conseil municipal, que le public ne peut pas prendre la parole.

Je suis donc heureux de voir tout ce monde au Conseil municipal, c'est notre volonté, comme la volonté de la très grande majorité des conseils municipaux, et notamment de notre Territoire qui est dirigé par vos amis et qui ne filme pas le Conseil territorial. Non, ils ne filment pas le Conseil territorial, sinon en privé. Ils ne filment pas pendant le Conseil, ils ne l'ont pas filmé la dernière fois. Ce n'est pas à l'ordre du jour... Monsieur Guillaud-Bataille, je sais que vous avez vos supporters qui sont là, je me suis entretenu avec Madame Fourniaud sur le déroulement de ce Conseil municipal. Je vous ai donné la parole, bien qu'il s'agît de donner des observations sur le procès-verbal et non pas sur l'organisation du Conseil, puisque vous avez posé trois questions diverses qui ne me sont parvenues que ce matin. Malgré tout ce que vous pouvez dire de moi, la démocratie, etc., bien que j'aurais pu les refuser, je les accepte et je répondrai à ces questions diverses, dont celle-ci.

Le procès-verbal, il faut le faire adopter. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Il est adopté, je vous en remercie.

→ **Information concernant l'ordre du jour**

M. le Maire : Une information, le point n°2 concernant l'élection du conseiller territorial est reporté au prochain Conseil municipal.

CABINET

→ Élection d'Adjointes au Maire

M. le Maire : Je vous ai présenté les nouveaux conseillers municipaux. Nous allons aborder le point n°1, l'élection de nouveaux adjoints au maire, à la suite de la démission de Madame Yamina Lajili, Madame Marina Brulant et Monsieur Matthias Fondeneige.

Nous proposons comme adjoints au maire : Madame Monique Lorès, Monsieur Yacin Chalbi et Madame Lucie Lanternier.

Madame Monique Lorès remplacera Madame Marina Brulant au CCAS et aux affaires sociales, Monsieur Yacin Chalbi conserve ses délégations et est nommé adjoint en récompense, comme Madame Monique Lorès et Lucie Lanternier, de ses services, puisqu'il se dépense beaucoup au niveau du numérique et du SICIO, un travail qui n'est pas toujours visible, mais réel et important, puisque le SICIO conditionne numériquement le fonctionnement de notre mairie.

Puisqu'il va y avoir une grande réunion mercredi, où, bien sûr, j'espère que vous viendrez toutes et tous et en nombre, pour présenter ce que nous avons fait, les résolutions de notre mi-mandat, j'en profite pour féliciter l'ensemble des adjoints et de mes conseillers municipaux pour l'excellent travail qui a été fait. Malgré ce qu'on peut lire, il suffit de lire notre journal qui relate les actions de notre mandat par rapport à certaines personnes qui oseraient dire que nous n'avons rien fait. L'excellent travail et les nombreuses actions menées dont Choisy-le-Roi avait bien besoin, et cela en dépit de la crise de deux ans de Covid, et nous ne nous cacherons pas derrière parce que nous avons affronté la crise Covid avec conviction et détermination, la guerre en Ukraine avec toutes les conséquences qui ont lieu sur les collectivités, mais également sur toutes les familles de France, d'Europe et même du monde la crise de l'énergie, etc. On nous avait donné trois mois de durabilité, nous en sommes à trois ans avec un programme et des propositions aux Choisyens et aux Choisyennes que d'autres villes, sans les critiquer, essaient de mener à bien, mais qui n'y sont pas parvenues complètement notamment sur la vidéoprotection et la police municipale, ce qui est extrêmement difficile à réaliser. Je ne pouvais pas nommer de nouveaux adjoints sans remercier l'ensemble de mes collègues. Merci à vous, chers collègues.

Nous allons procéder au vote, après les procédures. *« Conformément à l'article L2122-15 du Code général des collectivités territoriales, Madame la Préfète a accepté par courrier en date du 7 novembre 2023 les démissions de Mesdames Brulant et Lajili de leurs postes d'adjointes, et par courrier du 9 novembre 2023 celle de Monsieur Fondeneige. Il appartient donc au Conseil municipal de procéder au remplacement des trois adjoints démissionnaires, et en application du Code général des collectivités territoriales sur la base de l'article L2122-7-2, soit dans l'ordre du tableau le même rang que les élus qui occupaient précédemment les postes devenus vacants. »*

Il y a deux solutions, soit le vote à bulletin secret, soit le vote à main levée. Pour plus de facilité, je vous propose, s'il n'y a pas d'oppositions, de procéder au vote à main levée. Y a-t-il des conseillers qui s'imposent au vote à main levée ?

Monsieur Guillaud-Bataille s'oppose au vote à main levée.

M. Guillaud-Bataille : Non, Monsieur le Maire, je vous demandais la parole.

M. le Maire : J'ai posé une question précise.

M. Guillaud-Bataille : Oui, mais,

M. le Maire : Monsieur, attendez.

M. Guillaud-Bataille : Je demanderai la parole après, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Je vais demander une suspension de séance pour voir votre président de groupe. Monsieur Guillaud-Bataille, ce n'est pas vous qui dirigez le Conseil municipal. Si vous voulez la parole, je...

M. Guillaud-Bataille : On aura la parole après ?

M. le Maire : Monsieur, je vous la donnerai. Pour l'instant, je pose une question précise pour le bon ordre du Conseil municipal : y a-t-il des conseillers qui s'opposent au vote à main levée ? Je crois que non.

Monsieur Guillaud-Bataille, ne vous inquiétez pas, je vous donnerai la parole. C'est simplement pour que chacune et chacun d'autre vous, c'est un Conseil qui, je pense, ne doit pas être très long, puissent rentrer retrouver sa famille et éviter de finir à pas d'heure. Donc merci d'accepter ce vote à main levée.

Je laisse la parole aux services.

Je vous propose d'élire en tant que quatrième adjoint, Madame Lorès Monique. Y a-t-il des oppositions ? Il y a une opposition ? Monsieur, enfin, c'est un vote, nous sommes en plein vote ! Prenez la parole, Monsieur Guillaud-Bataille...

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, vous êtes en train de nous faire passer au vote, nous pouvons au moins avoir une explication de vote.

M. le Maire : D'accord si c'est une explication de vote, mais précisez-le.

M. Guillaud-Bataille : C'est pour cela que je l'avais demandée avant, Monsieur le Maire. Vous êtes immédiatement monté sur vos grands chevaux, mais si j'avais levé la main avant, c'est parce que je connais effectivement le déroulement. Une fois que vous nous avez demandé s'il y a vote à bulletin secret ou pas, effectivement, nous passons au déroulement du vote nom par nom. C'est pour cela que j'avais levé la main avant.

M. le Maire : Très bien, allez-y, Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Nous avons donc quelques mots à dire, peut-être en aurions-nous dit moins si vous n'aviez pas profité de l'occasion pour commencer la réunion de mercredi soir. Il y aura une réunion mercredi soir, vous y présenterez votre bilan. Il est arrivé dans les boîtes aux lettres des Choisyens, ils sont en train de le compulser, je n'en doute pas, et ils se feront leur avis. Nous-mêmes, nous avons commencé à le faire.

Cela dit, d'abord vous remercier parce que vous nous avez donné les délégations qui étaient confiées à ces nouveaux adjoints que vous nous proposez d'élire.

Vous demandez si cela est possible que vous nous fassiez parvenir, ainsi qu'aux Choisyens, dans les meilleurs délais, comme nous vous l'avions demandé lorsque nous avons découvert que Monsieur Thiam avait récupéré la délégation au commerce, un tableau détaillé des délégations que vous avez confiées à vos adjoints, comme à vos conseillers délégués, pour des raisons de transparence vis-à-vis des membres du Conseil municipal, mais aussi de la population.

Enfin quand même souligner, parce que vous nous faites un paysage de votre équipe si dynamique, si soudée, si forte. Relevez tout de même, Monsieur, que si nous installons quatre conseillers municipaux aujourd'hui, c'est parce que quatre conseillers municipaux de votre majorité ont quitté le Conseil municipal. Si nous élisons trois adjoints au maire aujourd'hui, c'est parce que trois adjoints au maire ont démissionné. Donc nous pouvons commencer le grand récit et la grande fable de « tout va bien, Madame la Marquise », pour autant, nous sommes obligés de constater qu'il y a des démissions, et seulement une petite partie, selon les chiffres que je viens de donner. Cela doit, je crois, interpeller, mais vous pouvez vous en féliciter.

Il y a une chose qui m'a interpellée, ce sont les affaires de la majorité, c'est entre vous et les personnes avec qui vous avez constitué votre livre, mais il y a une chose qui m'a interpellé en ouvrant le bilan qui est arrivé dans les boîtes aux lettres...

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille...

M. Guillaud-Bataille : C'est que ces trois adjoints...

M. le Maire : Je vous arrête tout de suite.

M. Guillaud-Bataille : C'est que ces trois adjoints...

M. le Maire : Monsieur !

M. Guillaud-Bataille : Ces trois adjoints avaient déjà disparu du document...

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, si ça commence comme cela... Madame, vous êtes la cheffe de groupe, je vous demande une suspension de séance parce que je ne commencerai pas le Conseil municipal comme cela. Nous nous sommes mis d'accord en réunion des présidents. Monsieur Guillaud-Bataille demande la parole pour une explication de vote. Vous donnez votre explication de vote, vous ne parlez pas du bilan, de ceci ou de cela. J'imagine quelle doit être votre explication de vote.

M. Guillaud-Bataille : Vous avez le droit de le faire, mais pas moi.

M. le Maire : Monsieur, vous aurez le temps de vous exprimer là-dessus. Je me suis exprimé avec vos présidents de groupe en réunion de présidents pour que ce Conseil municipal se passe au mieux.

M. Guillaud-Bataille : Oui, oui.

M. le Maire : Nous savons très bien ce que vous pensez de nous, de notre bilan. C'est très bien. Vos amis derrière vous le savent. Vous pourrez vous exprimer tout à l'heure. Pour l'instant, expliquez-nous ce que vous allez faire, cela aurait déjà dû être terminé. Donc je repose ma question : qui est contre, Monsieur...

M. Guillaud-Bataille : Je vais finir une dernière phrase, Monsieur le Maire, donc trois adjoints qui ont déjà disparu du bilan que vous avez distribué, et donc comme ce sont des affaires...

M. le Maire : Je demande une suspension de séance...

M. Guillaud-Bataille : Nous ne participerons pas à ce vote.

M. le Maire : Et je veux voir la présidente de votre groupe. Madame Fourniaud, s'il vous plaît.

La séance est suspendue de 19 h 41 à 19 h 44.

Mme Fourniaud : Après cette suspension de séance, pendant laquelle nous nous sommes mis d'accord avec Monsieur le Maire que nous allions passer au vote. Pour ma part, je considère que vous n'aviez pas vraiment raison de vous engager dans le bilan. Le bilan, ce sera mercredi. Il y avait la place pour féliciter vos adjoints. Vous faites ce que vous voulez, mais ne vous étonnez pas que Monsieur Guillaud-Bataille vous réponde à ce sujet.

Deuxième chose, je précise à tous les Choisyens présents que mes questions diverses ne sont pas arrivées sur votre bureau lundi matin, mais vendredi, comme nous avons convenu lors de la conférence des présidents. Merci.

M. le Maire : Merci, Madame Fourniaud. Elles sont sans doute arrivées vendredi, j'ai beaucoup de réunions, j'en ai pris connaissance ce matin, mais nous étions d'accord pour les traiter, donc il n'y a pas de souci.

Pour rappel, j'essaie de vous l'expliquer, c'est le maire qui donne la parole ou qui ne la donne pas. C'est le règlement dans toutes les communes. Je suis désolé, j'ai été conseillé municipal d'opposition, il y a eu quelquefois où, bien sûr, c'était plus tendu, mais lorsque c'était Monsieur Davisse ou Monsieur Guillaume, j'attendais qu'ils me donnent la parole. Quand ils ne me la donnaient pas, je ne la prenais pas. On pourrait repasser tous les conseils... Ceci pour vous préciser que vous vous amusez à déclarer que, soi-disant, vous ne pouvez pas vous exprimer, vous le pouvez, mais il faut tout de même être mesuré dans nos réponses. Nous ne pouvons pas débattre pendant des heures sur un sujet, surtout s'il est simple. Je suis désolé, mais la police du Conseil municipal appartient au maire. Je ne vous coupe pas la parole, je ne vous empêche pas de parler, mais il y a un moment, nous avons d'autres points à voir.

Alors, si nous procédions au vote, ce serait avec plaisir.

Sur l'explication de vote, je vais redonner la parole à Monsieur Guillaud-Bataille. Il a parlé de beaucoup de choses, mais je n'ai pas compris son explication de vote sur le fait précis. Qu'allez-vous voter et quelle est votre explication de vote ?

M. Guillaud-Bataille : C'était au moment où vous étiez en train de crier, j'ai déclaré que nous ne prendrions pas part au vote.

M. le Maire : Ce que nous pouvons comprendre. Très bien, donc nous allons procéder au vote.

Combien ne prennent pas part au vote ? 7. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des abstentions ? Madame Lemoine s'abstient. Très bien, je vous remercie.

Nous avons maintenant à élire Monsieur Chalbi Yacin, qui devient septième adjoint. Je suppose que c'est la même chose, donc 7 qui ne prennent pas part au vote, une abstention, Madame Lemoine, pas de vote contre et une abstention.

Très bien, nous procédons maintenant au vote concernant Madame Lucie Lanternier, qui sera donc deuxième adjointe. Nous pouvons reporter les mêmes résultats.

Vote de la délibération n°1

Ont voté pour : 33

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie)

N'ont pas pris part au vote : 7 (MM. DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 1 (Mme LEMOINE)

La délibération n°1 est adoptée à la majorité

M. le Maire : Comme le veut la tradition, je vais donc appeler Madame Lorès Monique afin de lui remettre son écharpe. Je suis sûr, ainsi que ses collègues, qu'elle y fera grand honneur.

Applaudissements

M. le Maire : Nous appelons maintenant Monsieur Yacin Chalbi qui devient donc septième adjoint.

Applaudissements

M. le Maire : J'appelle maintenant Madame Lucie Lanternier qui devient dixième adjointe.

Applaudissements

M. le Maire : Cette bonne chose étant faite, nous allons passer au point n°3, le deuxième ayant été retiré.

Je voudrais tout de même ajouter, oui, il y a eu trois démissions. Nous sommes à mi-mandat, cela se passe dans toutes les villes. À mi-mandat, on s'interroge. Et je rends hommage à ceux qui n'étaient plus d'accord avec nous, qui ont eu le courage de démissionner. Cela est arrivé dans la précédente municipalité, où il ya eu quatre ou cinq démissions. Bien sûr. Cela arrive partout, c'est la vie démocratique. Cela ne me choque pas, au contraire, cela nous raffermi. D'ailleurs, vous-même, le groupe d'opposition, vous avez trois personnes qui ont quitté votre groupe, et ainsi va la démocratie. L'important, c'est le travail qui est fait pour les Choisyennes et les Choisyens, qui continue d'être fait, et nous avons encore énormément de choses à faire.

Puisque j'ai cité les délégations aux nouveaux venus, je souhaite donc la bienvenue à Madame Malika Benkahla, que je ne vous ne présente pas, mais qui se voit attribuer la délégation Tranquillité publique et prévention. Avec l'expertise qui est la sienne, et je connais ses capacités, cela nous est d'une aide précieuse et utile. Nous sommes ouverts à toutes

celles et tous ceux qui se mettent au-dessus de la politique politicienne et qui veulent rendre service à la ville. Toutes celles et tous ceux qui ont des idées, qui veulent faire avancer la ville sont les bienvenus et je les accepte volontiers. Il était nécessaire de le dire. La vie démocratique, ça bouge.

RESSOURCES HUMAINES

→ Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Nous avons donc le point n° 3, du classique. Je donne la parole à Monsieur Vasco Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues, Direction générale, Choisyens, Choisyennes. Monsieur le Maire, permettez-moi de féliciter les nouveaux adjoints et adjointes, les nouveaux arrivants. Je tiens particulièrement à dire un petit mot, comme vous avez eu la délicatesse de le faire, à notre ancienne collègue avec qui nous avons passé trois mandats au Conseil municipal, et de souhaiter à Béatrice Alirol un « bon retour à la mairie ».

Je vais donc procéder à la délibération. Chers collègues, comme vous en avez l'habitude, je vous présente assez souvent cette délibération, pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la Ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation des postes existants et des postes à pourvoir, en tenant compte des mouvements du personnel et des recrutements réalisés et en permettant l'accès à des agents contractuels.

Chers collègues, il nous est donc demandé de délibérer à ce sujet.

M. le Maire : Merci, Monsieur Vasco Coelho. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Vote de la délibération n°3

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité

MARCHES PUBLICS

→ **Adhésion à la centrale d'achat du GIP ESAH (Groupement d'intérêt public-Réseau des Acheteurs Hospitaliers)**

M. le Maire : Le point n°4, je donne la parole à Madame Francisot.

Mme Francisot : Bonsoir à tous. Merci, Monsieur le Maire. Tout simplement, nous sommes toujours, notamment cette crise en Ukraine qui a plombé les prix, dans la recherche du meilleur prix, de la meilleure efficacité. C'est à ce titre qu'aujourd'hui, nous souhaitons adhérer à une nouvelle centrale d'achat qui nous est accessible, qui nous permet d'obtenir des tarifs beaucoup plus intéressants, notamment sur la location des copieurs.

M. le Maire : Merci, Madame Francisot. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Une simple question. Ce groupement d'intérêt public concerne notamment le réseau des acheteurs hospitaliers, sur quel matériel cela nous intéresse-t-il ? Cela n'était pas précisé dans la délibération. C'est-à-dire quels services, quels matériels, vont-ils faire les demandes ? Simplement pour comprendre.

M. le Maire : C'est essentiellement de l'informatique. Je vais donner la parole à Monsieur Chalbi.

M. Chalbi : Merci, Monsieur le Maire. Pour répondre à Monsieur Guillaud-Bataille, c'est essentiellement pour renouveler le parc de location des copieurs dans les écoles et dans les services de la Ville. Ce groupement nous permet d'accéder à des tarifs beaucoup plus avantageux que ceux que nous avons eus jusqu'à maintenant.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres observations ? Madame Fourniaud.

Mme Fourniaud : Est-ce à dire, comme visiblement cela concerne essentiellement les photocopieurs, que cela augmentera le quota de photocopies dans les écoles ? Une question tout à fait pratique qui intéresse notamment les enseignants.

M. le Maire : Je vais donner la parole à Madame Hache et Madame Francisot, mais ce que je peux vous dire, qui va peut-être vous satisfaire, je crois qu'il y a à Choisy-le-Roi, les écoles, y compris par mes prédécesseurs, ont toujours été bien traitées. Nous sommes bien au-dessus de ce qui se fait ailleurs. Nous continuons exactement cette politique, même en l'augmentant.

Mme Hache : Votre question, c'est s'il y aura plus de feuilles pour les photocopies ? Ce n'est pas prévu, ce n'est pas l'objectif. Il y a actuellement un certain nombre de feuilles dédié par jour, par enfant. Il n'est pas prévu que ce nombre de feuilles soit en augmentation.

Mme Fourniaud : Je peux redire un mot ?

M. le Maire : Allez-y, Madame Fourniaud.

Mme Fourniaud : Vous en serez étonné, Monsieur le Maire, je partage tout à fait votre point de vue. Nous sommes plutôt très bien lotis dans les écoles à Choisy. Il n'empêche que le quota de photocopies aurait pu être augmenté, mais je posais simplement la question.

M. le Maire : Le quota, même aux dires des directeurs et directrices, est satisfaisant. Mais ces économies nous permettent d'avoir de l'autofinancement, de la trésorerie supplémentaire

pour d'autres choses utiles également aux Choisyennes et aux Choisyens. Vous connaissez la situation des collectivités, et la nôtre n'y échappe pas, nous sommes à la recherche d'économies, mais ces économies ne sont pas là pour apporter un service mineur. Nous avons le même service, peut-être un peu mieux, et cela nous coûte moins cher. C'est le but recherché.

Est-ce qu'il y a d'autres observations ? Non.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

Vote de la délibération n°4

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité

→ Constitution d'un groupement de commandes entre la commune et le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) pour la passation d'un marché public portant sur la Médecine du travail

M. le Maire : Point n°5, Madame Francisot, je vous donne la parole.

Mme Francisot : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit tout simplement de renouveler, vu que le contrat est arrivé à échéance, le contrat pour la Médecine du travail, ce qui est obligatoire. Nous nous joignons, comme pour beaucoup de choses, avec le CCAS pour passer ce marché.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? C'est quelque chose de classique, usuel qui se fait chaque année. Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté, merci.

Vote de la délibération n°5

Ont voté pour : 41

MM. PANETTA Tonino, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina,

SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, FADLI Hafida, CHASSAY Laurent, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie, ESSONNE-MENGUE Terence.

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité

HABITAT

→ **Avenant de réaménagement de prêts contractés par CDC Habitat social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations concernant le patrimoine de 82 logements locatifs sociaux situés 37-39 Rosa Luxembourg et 135 Avenue du Mal de Lattre de Tassigny**

M. le Maire : Le point n°6. Monsieur Druart, vous avez la parole.

M. Druart : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Ce point concerne le réaménagement d'un prêt et de la garantie d'emprunt qui avait été accordée le 27 mai 2015 pour les constructions des 82 logements sociaux situés 37-39 Rosa Luxembourg et 235 Maréchal de Lattre de Tassigny. Ce réaménagement de prêt constitue un montant total de 4 710 899, 37 centimes. Notre réservation reste bien sûr inchangée.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Juste une observation. C'est la municipalité précédente qui avait fait cette garantie de prêt. Soutenir et garantir les emprunts d'aménageurs qui construisent du logement social par une ville, c'est quelque chose de vertueux, quelque chose de très bien.

Cela devient tout de même un peu étrange lorsque nous garantissons l'emprunt de la Caisse des Dépôts et Consignation Habitat social auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations Banque. Ce point est un peu étrange, et, au vu des évolutions malheureuses de la Caisse des Dépôts et Consignations à l'échelle nationale, doit poser question aux collectivités en général, et nous amener à voir un intérêt pour ce qu'il se passe entre une maison mère et sa filiale.

M. le Maire : Très bien. Ceci est un débat dont nous n'avons pas la solution, ce qui préoccupe la commune. Ce qui est intéressant, c'est que nous bonifions ce prêt et que cela amène des économies pour le logement social, nous en serons d'accord. C'est la seule chose que nous regardons.

Effectivement, il y aurait beaucoup à dire sur beaucoup de choses sur le plan national, sur diverses choses, mais nous nous contentons des affaires de la commune. C'est également une bonne chose pour CDC Habitat, puisque nous allons programmer une réunion publique sur le logement. Il y aurait beaucoup à dire, effectivement.

Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

Vote de la délibération n°6

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité

COMMERCE

→ Dérogation au principe de repos dominical à Choisy-le-Roi - Calendrier des ouvertures autorisées pour l'année 2024

M. le Maire : Nous arrivons au commerce, le point n°7. Je donne la parole à Monsieur Moustapha Thiam.

M. Thiam : Vous avez tout dit, donc ce sera très rapide : nous sommes le 20 novembre, je me souhaite un joyeux anniversaire au nom de tout le Conseil municipal de Choisy-le-Roi.

Applaudissements

M. le Maire : Je me demandais à quoi servait la caisse de champagne à l'entrée.

M. Thiam : C'est pour moi.

Nous allons soumettre au Conseil municipal le calendrier des ouvertures autorisées pour l'année 2024, une proposition faite au Conseil dans le cadre du pouvoir de dérogation octroyé au maire. Voici les dimanches proposés :

- Le dimanche 1er décembre 2024,
- Le dimanche 8 décembre 2024,
- Le dimanche 15 décembre 2024,
- Le dimanche 22 décembre 2024,
- Enfin, le dimanche 29 décembre 2024.

J'appelle l'ensemble du Conseil à voter cette délibération.

M. le Maire : Merci, Monsieur Thiam. Y a-t-il des observations ? Non.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voter à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n°7

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité

DGST

→ Tarif des droits de voirie à compter du 1er janvier 2024

M. le Maire : Le point n°8, je donne la parole à Monsieur Karim Garrouit.

M. Garrouit : Merci, Monsieur le Maire. Rapidement également, la voirie publique utilisée pour la circulation et les placements de tous peut être occupée temporairement ou de façon permanente pour des usages privés comme les terrasses de café ou les chantiers. Ces occupations nécessitent une autorisation de l'autorité municipale et sont soumises à une redevance dont le montant est déterminé par le Conseil municipal.

La redevance d'occupation du domaine public, selon l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, est une somme payée pour l'occupation temporaire du domaine public à des fins privées. Cette redevance ne concerne pas les animations communales. Sont distinguées les occupations permanentes en surplomb ou au sol liées aux activités commerciales et les occupations temporaires pour des travaux comme les échafaudages.

La tarification a été révisée par la délibération n°22071 le 30 juin 2022 pour les occupations commerciales, alors que les autres tarifs sont inchangés depuis 2020.

Face à l'inflation depuis 2020 et à de nouvelles formes d'occupation non tarifées, il est proposé de réviser et d'ajouter certains tarifs applicables dès le 1er janvier 2024.

Le Conseil municipal est donc invité à approuver ces nouveaux tarifs.

M. le Maire : Merci, Monsieur Garrouit. Y a-t-il des observations ?

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n°8

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité

URBANISME

→ **Délibération rectificative relative à la rétrocession foncière entre SOSIACUM et la ville de Choisy-le-Roi à l'euro symbolique portant sur des espaces communs sis 111, 119, 121, 123 et 123 bis avenue Anatole France et 1 à 3, rue Rondu**

M. le Maire : Monsieur Ali Id Elouali ayant eu un empêchement, je vais présenter à sa place la délibération n°9, une délibération que nous avons déjà passée, qui fait suite à l'aménagement de la Fonderie Fine. Il était déjà prévu, à l'origine de la Fonderie Fine, cette rétrocession. C'était tellement compliqué, il y avait de petites pastilles qu'il a fallu recenser, tout cela. Dans ce que nous vous avons présenté il a un ou deux mois, il manquait une toute petite parcelle que nous avons ajoutée ici pour que juridiquement et qu'au niveau de l'urbanisme, tout soit conforme. C'est uniquement pour cela, et c'est la même chose qu'il y a deux mois avec une petite précision en plus.

Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est voté, merci à vous.

Vote de la délibération n°9

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie,

DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité

→ Désaffectation et déclassement des empiétements et ouvrages la propriété sis 5, avenue Jean-Jaurès, 4, rue Carnot, rue de l'église et avenue Pablo Picasso

M. le Maire : Toujours concernant l'urbanisme, nous avons une désaffectation et un déclassement des empiétements et ouvrages en surplomb du domaine d'une propriété au 5, avenue Jean Jaurès, au 4, rue Carnot, rue de l'Église et avenue Pablo Picasso.

Là aussi, c'est pour le cadastre, c'est essentiellement administratif. Il convient de le faire, étant donné que nous sommes en train de revoir tous ces points qui posaient des problèmes. Ils nous ont été soulevés par l'urbanisme, et nous sommes de plus en pleine révision.

Cela concerne donc Valophis Habitat et la commune de Choisy-le-Roi, ce sont les quantités partages pour savoir, par exemple, qui entretient quoi. C'est donc une mise à jour juridique administrative entre la commune de Choisy-le-Roi et Valophis Habitat.

Nous nous sommes rapprochés en vue de procéder à la restructuration de ces espaces en centre-ville. Juridiquement, un cabinet de géomètres-experts agréés, le cabinet d'Ablain et Associés, avait relevé de nombreuses irrégularités juridiques au sein de cet îlot. Nous avons donc rectifié cela pour qu'enfin il n'y ait plus de discussions à ce sujet. Il était nécessaire et obligatoire de le faire.

Y a-t-il des observations sur ce point ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Très bien, c'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°10

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité

→ Avenant n°2 à la Convention d'intervention foncière du centre-ville du 5 février 2021

M. le Maire : Toujours dans l'urbanisme. Là aussi, c'est classique. Non, ce n'est pas classique ?

C'est une extension, mais il s'agit de portage. Donc le portage est classique dans une ville. La convention Ville-EPT-EPFIF, dite donc du centre-ville, du 5 février 2021, couvrait différents sites stratégiques : Les Cosmonautes, Renault, Rouget de Lisle. La convention dite du Lugo, avec l'EPA ORSA, concerne le nord du Lugo.

Afin de finaliser l'intervention de l'EPFIF sur l'ensemble du secteur du Lugo, sans l'EPA ORSA, sinon, cela bloquait des projets, notamment celui du Lugo, la convention du 5 février 2021, dite du centre-ville, doit faire l'objet, et c'est ce que nous vous demandons de voter, d'un nouvel avenant pour intégrer un nouveau périmètre d'intervention de l'EPFIF.

L'EPFIF, c'est le portage d'Île-de-France qui permet à la Ville de porter des terrains en attendant la réalisation de projets, notamment de construction de logements, comme c'est le cas au Lugo. L'objectif est donc de pouvoir étendre ce secteur d'intervention de l'EPFIF à un secteur privé qui fait l'objet de nombreuses convoitises. Le but est notamment d'éviter qu'il s'y passe n'importe quoi, et bloquer peut-être un immeuble, ou autre. D'ailleurs, c'est l'endroit où il y avait des bureaux privés qui sont actuellement un peu en désaffectation. Beaucoup de personnes s'y intéressent, donc pouvoir maîtriser le foncier, notamment le secteur du Lugo où il ya des projets qui datent de l'ancienne municipalité et que nous essayons de mener à bout. Ce qui n'est pas simple vu la situation et la complexité de l'EPA ORSA, du PLU qui est bloquant actuellement, notamment en ce qui concerne la révision de la résidence La Sablière. Nous sommes face à une situation complètement ubuesque. Nous avons obtenu que le bailleur, enfin, au bout de 30 ans, accepte de faire face à ses responsabilités, c'est-à-dire rénover ses logements.

Je vous l'indique en observation, la rénovation étant impossible à cause de la construction trop vétuste et de la technicité même des planchers en bois, ou même en faisant une rénovation, et cela a été prouvé techniquement, nous ne pourrions pas y appliquer les toutes dernières nouvelles normes. Donc avec l'aide de Monsieur Moreau de l'association des locataires sur place, nous avons réussi à convaincre le bailleur de construire, de faire une opération-tiroir, de démolir un immeuble et d'en construire un autre, et ainsi de suite. Mais le PLU dont nous héritons précise que ce qui est démolit ne peut être reconstruit à l'identique.

De plus, ces logements sont sociaux, même nous pouvons nous demander pourquoi ils se trouvent sur un périmètre classé en zone économique. Donc pour pouvoir donner satisfaction aux habitants, qui sont dans une situation indéniablement précaire, il nous faut dépasser ces blocages. Nous avons écrit à l'État, nous avons écrit à la DRIF et nous attendons une réunion avec la Préfète pour avoir une dérogation exceptionnelle concernant ce PLU afin que le bailleur puisse effectuer ces travaux.

Je ne vous l'apprends pas, vous étiez dans l'ancienne majorité, la situation de ces logements est assez catastrophique. J'espère que nous allons enfin... C'est de bon sens, lorsque la santé des gens est en jeu, que l'on nous accorde cette dérogation exceptionnelle pour reconstruire aux dernières normes et que les personnes puissent être dans des logements

neufs après 30 ans de souffrance, puisque le bailleur, en 30 ans, n'a fait aucune rénovation, ce qui est proprement scandaleux.

Je vous donne cette observation, et peut-être qu'ensemble, nous pourrions nous faire entendre pour avancer auprès de la DRIF si cela nous était refusé. Sinon, nous ne pourrions rien faire avant trois ans, avant l'arrivée du PLU qui, au mieux, sera voté en 2025. Je vous donne donc cette information importante concernant nos concitoyens qui se trouvent à La Sablière.

Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, nous sommes évidemment, comme vous, sensibles et attentifs à la situation des logements dits du Lugo, et nous ne sommes pas sans savoir les difficultés que l'opérateur La Sablière a faites à la Ville et à ses habitants depuis de nombreuses décennies, malheureusement.

Pour autant, je considère que l'éclairage complet des Choisyennes et des Choisyens demande à rappeler que dans ce périmètre de veille foncière que vous ajoutez au centre-ville se trouve la parcelle Intermarché, la parcelle Paris Store, ainsi que celle de la station Total, ce qui fait quand même un périmètre très large sur lequel, pour l'instant, nous n'avons aucune visibilité des projets qui pourraient être ceux de la municipalité. Nous savons simplement que vous avez décidé de les rattacher via l'EPFIF au centre-ville, et non pas au Lugo, si j'ai bien compris les réponses que m'avait données votre adjoint. C'était dans l'idée de pouvoir mieux négocier avec l'EPA, dans l'intérêt des Choisyens. C'était la volonté qui m'a été affirmée. C'est important, parce que c'est un endroit que les Choisyens traversent quotidiennement, nous savons que le T-Zen 5 arrive, qu'il y a beaucoup d'appétit, aussi bien économique que promoteur, qui se manifeste sur ces parcelles. Ainsi, je considère important, maintenant que vous nous proposez de faire cette veille, que vous nous disiez un peu, au-delà de vouloir pouvoir négocier mieux avec l'EPA ORSA, quels sont les objectifs qui sont les vôtres à cet endroit.

M. le Maire : Bien sûr, d'autant plus que nous sommes en pleine réflexion. Si nous procédons à cela, c'est parce que, contrairement à ce que l'EPA ORSA avait promis et ce qui devait se passer, c'est qu'il y avait une vue générale sur le Lugo. Tout est bloqué, ce sont des questions d'équilibre financier, mais surtout, après avoir travaillé deux ans sur la construction de logements, nous apprenons, et c'est là où le bât blesse, où les pauvres habitants de La Sablière, restons courtois, ils n'ont pas été trompés, mais ils ont eu de fausses informations. Frasier et autres, pour l'instant, n'étaient toujours pas portés. On nous dit cela au bout de deux ans, alors que nous avions prévu de faire des logements, y compris des logements sociaux.

Concernant l'espace Hollander était compris dans le plan initial. L'EPA ORSA n'a plus voulu s'en occuper, donc pour que nous puissions favoriser, même si c'est l'EPA ORSA et qu'il s'agit d'un CIN, coopération d'intérêt national, il nous a fallu leur faciliter la tâche pour qu'ils veuillent bien poursuivre ce programme. Sinon, ils ne le poursuivaient pas. Nous avons donc détaché l'îlot Hollander de ce qui était initialement prévu, et c'est bien pour cela qu'il faut y tendre ce qui peut être porté, parce que la Ville ne peut pas, seule, porter ces terrains.

En ce qui concerne l'Intermarché, c'est plus que glauque, et nous voulons, là aussi, permettre une opération de logements, qui était d'ailleurs prévue sous l'ancienne majorité, quelque chose de gigantesque, mais qui n'a pas pu se faire. Donc l'Intermarché souhaite se mettre aux bordures de l'avenue avec l'arrivée du T-Zen. Ce sera un Intermarché neuf. La station d'essence est aussi plutôt glauque, donc nous voulons faciliter cela.

Puis, nous avons 70 logements sociaux à reconstituer, c'est une obligation à la suite de la démolition et la rénovation des Navigateurs. Il nous reste donc 70 logements sociaux à reconstruire, que nous voulons construire ici pour arriver à nos fins avec, par exemple, La Sablière. Nous avons accepté, pour favoriser la reconstruction à neuf, d'ajouter des logements sociaux, idem sur le Lugo, donc tout ce que nous faisons est fait pour favoriser la construction de nouveaux logements, quels que soient les logements. Il faut des logements en France, accession sociale à la propriété, ou sociaux. Donc, sur ce secteur, nous voulons faire du logement et y adjoindre des logements sociaux, et surtout les 60 que nous devons reconstituer, qui étaient prévus boulevard de Stalingrad où Valophis va abandonner ce projet parce que l'équilibre financier ne s'y trouve pas. Je vous détaillerai la situation de Valophis, mais qui est la situation de tous les bailleurs en France, qui sont dans une situation catastrophique. Nous réclamons à Valophis, je suis administrateur, notamment la baisse de la TVA de 10 % à 5 %, ce qu'ils nous refusent, alors que c'est pour du logement social, et alors que je viens d'apprendre que pour de grands clubs sportifs, par exemple, la TVA à 5,5 % a été acceptée. Comprenne qui pourra... Ma priorité, ce ne sont pas les grands mouvements sportifs, c'est le logement, social ou pas.

Il y a une vraie crise du logement. Nous avons été reçus par la Préfète au Département, je lui ai demandé de faire un plan Marshall du logement. Je lui ai demandé grâce à mon chef de cabinet. À la DRIF, j'ai rencontré la ministre aux Collectivités territoriales, je lui ai dit la même chose : il faut un plan Marshall du logement qui comprenne tous les types de logements sociaux, mais pas seulement, que l'on facilite aux Français l'accession sociale à la propriété.

Je m'étends un peu parce que c'est une cause que nous pouvons partager. S'il manque des logements sociaux, vous allez me dire que, peut-être, nous n'en construisons pas assez, mais la cause principale, c'est que chez les bailleurs sociaux, les logements tournaient. C'est-à-dire que certaines personnes achetaient, déménageaient, etc. Depuis le Covid, cela ne bouge plus. Les gens restent dans leur logement, donc les logements ne se libèrent pas, et les bailleurs sociaux n'ont plus les moyens de construire. Beaucoup de productions de logements vont être abandonnées, ce qui est assez catastrophique.

C'est une lutte qui peut nous réunir, j'estime qu'elle dépasse l'Île-de-France. Les habitants viennent bien sûr en Île-de-France, mais pas pour être logés en Île-de-France. Ils y viennent parce qu'il y a du travail, ce qui est normal, mais une fois qu'ils ont trouvé du travail en Île-de-France, il faut les loger.

Je milite donc beaucoup pour la réindustrialisation de la province, dont on nous rebat les oreilles qu'il faut réindustrialiser la France, mais qui ne se passent pas en fait. Il faut donc aussi s'occuper de la province où il y a des logements, qui sont en revanche vacants.

Ce petit laïus pour vous indiquer que le logement, c'est compliqué, et que je suis très inquiet pour l'avenir. Le bâtiment va être bloqué, tout va être bloqué. Les taux sont à 4 ou 5 %. S'il n'y a pas une réaction très ferme, nous nous dirigeons vers une crise du logement pire qu'aujourd'hui.

Avec nos moyens, au niveau de la Ville, nous essayons donc de trouver des solutions pour que l'opérateur EPA ORSA n'abandonne pas ce projet. Nous faisons avec les moyens que nous avons, et nous attendons la réponse, surtout pour La Sablière. Je ne comprends pas comment ils pourraient nous refuser cette dérogation exceptionnelle. À noter que dans certains logements, il y a notamment des remontées des w.c., s'il y a une fourchette qui tombe, tout l'immeuble l'entend. Il faut sortir de cela.

Y a-t-il d'autres interventions ? Non, nous pouvons passer au vote.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Je pense malheureusement que ce sont des questions qui vont revenir sur le devant de la scène parce que cela va prendre de l'ampleur.

Vote de la délibération n°11

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRAINE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité

→ Approbation du CRACL 2022 de la ZAC Briand-Pelloutier

M. le Maire : Nous arrivons au CRACL de Briand-Pelloutier qu'il faut approuver. À moins qu'il y ait des votes contre ?

Y a-t-il des observations sur le CRACL Pelloutier, qui doit être aussi voté au territoire ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°12

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRAINE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité

→ Approbation d'une convention de mise à disposition entre la Ville de Choisy-le-Roi et ENEDIS

M. le Maire : Ensuite, nous vous présentons une convention. Il y a eu une commission sur ce sujet, n'est-ce pas, Monsieur Druart, mais il me semble que tous les éléments n'y ont pas été donnés. Je vais donc vous les donner.

Lorsque nous avons fait le centre d'imagerie médicale, qui se trouve rue Jean Jaurès et dans les fameuses coques de la tour Orix, où la commune, mes prédécesseurs avaient lutté pendant dix ans, non pas pour s'en rendre propriétaire, puisque la commune l'était, mais il y avait des obstacles pour l'officialiser chez le notaire, notamment le syndicat qui, pour des raisons non avouées, mais que nous avons comprises, s'opposait à passer chez le notaire.

Depuis mon arrivée, nous nous sommes battus, cela a pris deux ans, et finalement, le syndicat a accepté de signer chez notaire, d'officialiser, et nous sommes devenus propriétaires de ces coques. Nous avons été approchés par l'ARS et des professeurs de médecine pour faire à la fois un centre médical et un centre d'imagerie médicale. Il y avait un gros problème, des câbles à haute tension d'ENEDIS passaient dans les coques Orix, qui alimentaient une partie de la tour et beaucoup d'habitations de Choisyennes et de Choisyens avenue Jean Jaurès ou avenue de Stalingrad. Ce sujet, comme tout projet de santé, était vital pour la Ville. D'ailleurs, Thiais, Villeneuve-le-Roi, Orly, c'était un projet ARS, mais pour notre bassin de vie, pas seulement pour Choisy-le-Roi.

Avec les professeurs et la Ville, nous avons été retenus pour ce projet. Nous pouvons en être fiers, mais il fallait dévoyer ces câbles à haute tension et cette armoire électrique, comme il peut y en avoir dans les rues, mais qui était à l'intérieur des locaux. Dans un premier temps, ils ont donc pu équiper le centre d'imagerie avec un morceau de câble à dévoyer. Mais surtout, nous attendons vingt médecins et des spécialistes. Il est donc nécessaire de dévoyer 80% de ces câbles, et notamment l'armoire. L'armoire, il n'y a pas d'autres emplacements que de la mettre sur les parkings. Au départ, Enedis voulait facturer à la Ville entre 350 000 et 400 000 euros de travaux. C'est leur droit, parce qu'ils n'ont rien demandé, la Ville était demandeur. Nous leur demandions d'effectuer des travaux.

D'ailleurs, ce déplacement de câble aurait dû être fait il y a dix ans lorsqu'il y a eu les travaux sur la dalle. Il y a une recomposition, une découpe où nous avons hérité de ces coques, et c'est à ce moment que cela aurait dû être fait. Cela n'a pas été fait, mais il incombe à la Ville de le faire.

Bien sûr, payer 350 000 ou 400 000 euros pour cela, nous nous sommes battus, nous sommes tombés sur deux directeurs régionaux extrêmement sympathiques qui ont pris conscience de l'intérêt pour la Ville du centre d'imagerie médicale, du futur centre de santé avec des spécialistes et des médecins, dont beaucoup attendent la finalité des travaux pour s'installer. Ils ont déjà dix demandes. Nous avons donc réfléchi, discuté avec Enedis. Ces directeurs régionaux, que je ne remercierai jamais assez, se sont fait entendre auprès de la Haute direction, et Enedis a accepté de ne pas nous facturer ce déplacement de câbles. En contrepartie, ils ont besoin, et là techniquement, sinon c'est infaisable, d'un lieu pour entreposer leur armoire. Gros coup de chance, à proximité, il y avait, non pas deux parkings, mais un parking et demi qui appartient à la Ville, qui n'est pas utilisé par les Choisyennes et les Choisyens. Sur un demi-parking, il y a déjà un équipement, donc nous avons proposé de

mettre à disposition, comme cela se fait bien souvent, gratuitement ces deux parkings pour qu'ils puissent effectuer ces travaux, et que le centre de santé médicale voie le jour. Ils ont accepté.

Je sais qu'en Commission, certains ont dit : « Oui, mais Enedis, il faut leur vendre, ils ont des sous ». À titre personnel, je sais qu'un parking et demi vaut 12 000 ou 14 000 euros. D'ailleurs, une fois qu'ils auront mis leur armoire, des motos, ou plutôt des vélos pourront quand même stationner. Je ne me voyais pas réclamer 12 000 ou 14 000 euros à des personnes qui nous ont fait cadeau de près de 400 000 euros, et je ne me voyais pas bloquer un projet de centre médical tant utile à notre ville.

Malgré tout, nous avons essayé. Nous tenons leurs réponses écrites à disposition. Nous avons essayé, nous avons écrit, j'ai écouté ceux qui voulaient cela, je n'en étais pas d'accord, mais par respect de ce qui m'était proposé, j'ai essayé de faire entendre la voix de ceux qui disaient qu'ils n'avaient qu'à payer. Nous avons écrit à Enedis, ils nous ont répondu, ce que je comprends, que ce n'était pas pour la somme qu'ils répondaient non, mais qu'il était hors de question qu'ils nous donnent un centime pour ce parking ennemi. J'aurais fait la même chose à leur place. Deux directeurs régionaux se sont tout de même battus pour la Ville, et nous ont obtenu la gratuité du déplacement. Nous pouvons vous les faire visiter, cela passe en plein dans les locaux. À l'origine, avant que cela devienne des coques Orix, c'était le parking. C'est au moment des travaux qu'il y a eu sur la dalle il y a 10 ou 12 ans que cela a été redécoupé par la Ville, qui aurait dû, déjà à cette époque-là, mais je ne l'accuse pas, parce que cette opération est tellement complexe... Pour s'y retrouver, cela a été difficile. Mais la Ville aurait déjà dû dévoyer ces câbles, parce que la Ville a redessiné ces coques. Mais je peux comprendre qu'elle ne l'ait pas fait à l'époque, parce qu'il faut trouver l'argent, et à cette époque, il aurait fallu payer.

Voilà pourquoi je vous demande d'accepter cette convention de mise à disposition entre la Ville de Choisy-le-Roi et Enedis, pour qu'ils puissent, dans les 15 jours qui viennent, parce que pour l'instant ils n'ont pas entamé les travaux, entamer les travaux, et que les personnes qui ont investi dans ce centre, qui nous ont fait confiance, puissent continuer et ouvrir la dernière partie que sont les coques vers Rouget de Lisle, là où il y aura des spécialistes et des médecins. J'espère avoir été clair.

Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Effectivement, lors de la Commission qui a eu lieu avant les vacances scolaires d'automne, puisque notre Conseil municipal était prévu pour le 8 novembre, même s'il ne se tient qu'aujourd'hui, nous n'avons pas cette information de cette somme d'Enedis. Dans ce cadre, ils demandaient à occuper un terrain communal, si petit soit-il. Sans cet élément, évidemment, nous nous posons des questions, et c'est, je crois, bien normal.

Je crois la conviction qu'il y a des gens de bonne volonté, etc., mais je dois vous avouer que le fait qu'Enedis décide de faire cadeau de 350 000 à 400 000 euros à une commune, quelle qu'elle soit, cela me bizarre, autant qu'étrange. Nous n'allons pas avoir d'autres choix que de vous croire sur parole, mais je dois vous avouer que les documents nous intéresseraient grandement. C'est quand même suffisamment rare pour être relevé et même pour être interrogé.

M. le Maire : Je leur rends hommage d'avoir accepté cela, mais oui, il existe encore dans ce pays des gens qui visent l'intérêt général, qui voient l'intérêt pour une ville.

Mea culpa, Monsieur Guillaud-Bataille, effectivement, lors de cette Commission nous avons péché aussi par optimisme. Nous ne pensions pas qu'il y aurait des questions là-dessus tant

cela nous semblait naturel. Donc mea culpa, il n'y avait pas, effectivement, toutes les explications que je vous donne ce soir. Mais je vous prie de croire que cela a été un gros combat, comme le combat, déjà de s'approprier quelque chose qui ne nous appartenait pas, notamment avec le syndicat. Tout cela a été quelque chose de très dur, mais je comprends ce que vous exprimez.

Très sincèrement par rapport à l'apport que cela va apporter à la ville... l'Île-de-France, certains l'ignorent peut-être même si beaucoup le savent, est un des plus grands déserts médicaux. Nous pourrions penser que c'est la province, mais non, l'Île-de-France, en rapport à ses millions d'habitants. Je sais qu'il y a des médecins qui nous ont sollicités, mais les travaux ne sont pas terminés. J'espère qu'ils se réjouissent tous de cette réalisation, et comme je l'affirme souvent, je souhaite à chacune et à chacun de ne pas avoir besoin de s'y rendre, mais s'il faut y aller, vaut mieux aller là qu'à des kilomètres et attendre quatre mois.

Merci de vos explications, Monsieur Guillaud-Bataille.

Y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci pour nos concitoyens. Je pense qu'ils seront heureux lorsque tout cela va ouvrir.

Vote de la délibération n°13

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité

CENTRES SOCIAUX

→ **Convention relative à la mise en place d'une permanence de la CAF (Caisse d'allocations familiales) au sein du centre Espace Langevin**

M. le Maire : Je donne la parole à Monsieur Walid Sayadi.

M. Sayadi : Bonsoir à tous, c'est un point qui va être rapide. Nous vous annonçons qu'il y aura une permanence au sein de l'Espace Langevin pour accueillir la CAF, qui se tiendra une fois par semaine pour faciliter l'accès aux droits et garantir un lieu d'accueil de proximité.

Je considère que notre majorité est très sensible à la question sociale, donc nous sommes favorables et très heureux de les accueillir. Nous travaillerons également un peu plus pour développer justement cette question du social au sein des centres sociaux. Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Sayadi. Concernant les centres sociaux, je ne peux pas développer ce soir, mais je peux vous annoncer que nous attendons de très bonnes nouvelles. Nous ne pouvons pas encore les officialiser, mais vous en serez aussi satisfaits que nous lorsque nous pourrons le faire.

Y a-t-il des interventions ? Monsieur Chalbi.

M. Chalbi : Merci, Monsieur le Maire. Simplement pour compléter les propos de mon collègue Walid, effectivement, cela entre dans le cadre de notre politique, notamment rapprocher les services sociaux des habitants, sachant que l'État se désengage de plus en plus et trouve la parade en déclarant que tous les services sont en ligne, sont numériques, mais nous ne sommes pas sans savoir qu'à Choisy-le-Roi, comme partout ailleurs en France, quasiment une personne sur sept a des difficultés d'accès aux outils numériques.

C'est donc pour cela que sur la ville de Choisy-le-Roi, nous avons des conseillers numériques à l'Hôtel de Ville et aux centres sociaux pour accompagner les habitants à des formations et de l'accompagnement. Cette convention passée avec la CAF permet de se rapprocher au plus près des habitants qui ont besoin, avec une vraie présence physique et un accompagnement d'agents pour aider ces personnes à faire leurs démarches. Souvent, quand quelqu'un ne sait pas faire une demande, c'est parce qu'il n'a pas les capacités ou les moyens, pas d'outil, pas de Smartphone, pas d'ordinateur, ou tout simplement, il ne sait pas utiliser ces outils, et la démarche n'est pas faite, même s'il peut y prétendre de droit. Beaucoup de personnes n'accèdent donc pas à leurs droits parce qu'elles n'ont tout simplement pas la possibilité ou l'information concernant ces droits auxquels ils ont droit.

Nous essayons donc à Choisy, dans la mesure du possible, d'accompagner le plus possible cette population qui est en rupture.

M. le Maire : Merci, Monsieur Chalbi. Y a-t-il d'autres interventions ? Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Mesdames, Messieurs, bonjour. Je voulais simplement intervenir et abonder dans le même sens. C'est une délibération extrêmement importante. Nous parlons de permanences, mais on ne se rend pas compte du service social qui est rendu à la population.

Aujourd'hui, le nombre de non-recours, c'est-à-dire les aides auxquelles auraient droit les habitants et dont ils ne bénéficient pas est important. Il est en hausse, et cette hausse s'est accentuée depuis le Covid. Cette permanence, c'est réaffirmer la proximité du service public auprès de la population. Ce n'est donc pas une simple permanence, c'est un accueil, c'est pouvoir répondre aux habitants, pouvoir les aider, et c'est aussi une façon de rompre ce phénomène, cette problématique du non-recours.

M. le Maire : Merci, Madame Benkahla. Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas.

Nous pouvons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité. Merci de nouveau pour les Choisyennes et les Choisyens. C'est important, cela a été réaffirmé.

Vote de la délibération n°14

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité

SOCIAL

→ **Approbation de la convention-cadre à intervenir entre le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) à la commune de Choisy-le-Roi**

M. le Maire : Toujours dans le social, ce qu'il faut faire chaque année entre nous et nous.

Y a-t-il des interventions ? Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°15

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité

JEUNESSE

→ **Approbation d'une convention de partenariat entre les collèges Emile-Zola, Henri-Matisse et Jules-Vallès**

M. le Maire : Il s'agit donc de faire une convention entre les trois collèges pour que le service jeunesse et les collèges deviennent partenaires sur des actions communes, ce qui, là aussi, va vers l'enrichissement des collégiens d'une aide supplémentaire qui leur est apportée.

Y a-t-il des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

Vote de la délibération n°16

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité

ENFANCE

→ **Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2024**

M. le Maire : Monsieur Bourven, vous avez la parole.

M. Bourven : Bonsoir, Monsieur le Maire, bonsoir, chers collègues. Je vous présente cette délibération annuelle sur la fixation des tarifs de location des centres de vacances Penthievre et Morillon pour l'année civile à venir.

Pas de grands changements, quelques petites augmentations sur certaines prestations pour pallier les hausses des prix des fluides et de l'alimentaire aussi désormais, car je rappelle que dans nos centres de vacances, nous cuisinons local et maison. Je précise également que malgré ces quelques augmentations, nous restons très compétitifs dans ce secteur, et j'en veux pour preuve le grand succès de ces réservations par des associations ou des entreprises. L'an dernier, nous avons doublé les recettes par rapport à 2019, en passant de plus de 60 000 euros à 120 000 euros.

Enfin, je vous informe de la création d'un tarif pension complète plus encadrement pour les enfants de moins de 11 ans, à la suite d'une demande qui a été faite au service.

Je vous demande donc d'approuver ces nouvelles tarifications pour l'année 2024.

M. le Maire : Merci, Monsieur Bourven. Y a-t-il des observations ?

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous remercie.

Vote de la délibération n°17

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRAE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité

POLICE MUNICIPALE

→ Approbation de convention de mise à disposition à la commune d'un chien de défense affecté à la Police municipale de Choisy-le-Roi

M. le Maire : Un point de tranquillité publique, je donne la parole à Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Cette délibération n'est pas une surprise parce que la municipalité avait fait savoir son souhait de doter la police municipale d'une brigade sinophile il y a déjà quelque temps. C'est donc dans ce cadre que la commune de Choisy-le-Roi a recruté Monsieur Chahinian Pierre, agent de police municipale, propriétaire de deux chiens qu'il met à disposition de la commune pour participer aux missions de maintien de la tranquillité publique assurées par la police municipale mise en place depuis deux ans.

Dans ce cadre, il est effectivement nécessaire d'établir une convention fixant les obligations des différentes parties. Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver cette convention et donner autorisation à Monsieur le Maire pour signature. Merci.

Pour compléter, il y avait la convention en annexe, j'imagine que vous en avez tous pris connaissance.

M. le Maire : Merci, Madame. Y a-t-il des interventions ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Nous avons évidemment pris connaissance de cette délibération et de cette convention. Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors de la réunion de la Commission, et comme, je crois, nous en sommes convenus avec les membres de notre groupe, si nous reconnaissons une utilité à la police municipale et au fait qu'elle remplit un certain nombre de missions clairement définies par la loi avec des cadres précis, nous ne voyons pas l'utilité d'aller jusqu'à une brigade sinophile.

La preuve en est par cette délibération, puisqu'en l'occurrence, nous avons employé quelqu'un qui est maître-chien et qui met à disposition des services municipaux ses propres chiens.

J'ai peut-être complètement mal compris, or malheureusement, dans ce cadre, pour notre part, nous ne sommes pas rassurés sur les conditions d'accueil de ces chiens, nous ne sommes pas forcément rassurés sur le suivi que nous aurons du bien-être de ces animaux qui vont être aux côtés des agents de la Ville pour remplir des missions, même si nous souhaitons que cela ne soit pas le cas.

À partir de là, nous nous opposerons évidemment à cette convention.

M. le Maire : Madame Benkahla.

Mme Benkahla : Effectivement, un arsenal législatif est venu encadrer les missions des polices municipales. Afin de rassurer tout le monde, il en est de même pour ces brigades canines.

M. le Maire : Pour compléter, nous sommes assez fiers de cette police municipale qui fait beaucoup de prévention. Je peux vous affirmer qu'elle est même appréciée par la jeunesse. Bien sûr, il y a des détracteurs, nous ne pouvons pas plaire à 100 %, mais notre police municipale est enviée de beaucoup de villes.

Ce n'est pas pour rien que la Ville de Paris a fait des propositions à notre responsable qui, je vous le rappelle, est formateur et forme un nombre conséquent de policiers municipaux toute l'année, ses qualités ont été reconnues, ainsi que notre directrice de la tranquillité publique qui encadre notre police municipale avec sa longue expérience dans la police nationale, qui, elle aussi, fait preuve de beaucoup de prévention. Souvent, le samedi, lorsque je reçois les Choisyennes et les Choisyens, elle est près de moi. Chaque Choisyenne et chaque Choisyen qui écrit, elle se déplace lorsqu'il s'agit de tranquillité publique pour apaiser les choses. Nous ne sommes absolument pas sur un registre de répression, mais lorsqu'il faut punir, nous devons le faire, c'est un devoir.

Cette police municipale a été sollicitée par des Hollandais. La ville de La Haye est venue s'inspirer de notre police municipale, voir nos installations. La plupart des villes de France et des spécialistes de la tranquillité publique nous ont félicités, l'association des polices municipales, qui tenait un congrès annuel à Nice, nous a sollicités pour le tenir à Choisy-le-Roi, ce qui a été fait. Ses qualités et son efficacité ont donc été reconnues, et plus que jamais, c'est un service qui est dû à la population.

Une police municipale, bien sûr, il y a des motos, il y a des voitures et il y a une brigade canine, parce qu'un policier municipal avec son chien, il ne vous a pas échappé que dans les galeries commerciales, il suffit d'un gardien avec un chien pour calmer dix personnes. C'est pour cela que nous avons une brigade canine, parce que le chien est efficace sans pour autant sauter sur la personne ainsi que les chevaux. Un cavalier, un cheval de la police républicaine ou de la police est capable de disperser plusieurs dizaines de personnes sans violence, c'est ainsi. C'est pour cela que nous les avons, et ils ont sauvé une vie. Je l'ai écrit, la police municipale a sauvé une vie grâce à sa réactivité. C'est une vie, c'est extrêmement

important, et je les vois dialoguer de plus en plus avec les jeunes, les seniors et autres. Dans nos rues, il reste beaucoup à faire en matière de sécurité, mais un grand pas a été franchi grâce à eux.

C'est votre avis. Y a-t-il d'autres observations ?

Y a-t-il des votes contre ? Oui, combien ? Six, avec Monsieur Essonne Mengue. Y a-t-il des abstentions ? Je n'en vois pas. Merci à vous.

Vote de la délibération n°18

Ont voté pour : 35

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, , HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 6 (DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien)

Se sont abstenus : 0

La délibération n°18 est adoptée à la majorité

SPORTS

→ Répartition de la subvention municipale aux associations sportives année 2023

M. le Maire : Monsieur Marquès.

M. Marquès : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à toutes et à tous. L'exercice 2022-2023 était positif pour la plupart des clubs de la ville, beaucoup d'entre eux ont vu leurs effectifs augmenter, parfois de 15 à 20 %.

Plusieurs associations sportives se distinguent par la qualité de leur organisation et des événements qu'elles proposent. Cette saison, peuvent ressortir entre autres les galas de fin d'année de la gymnastique et du twirling bâton, le tournoi de rugby au stade Jean-Bouin ou les compétitions de pétanque au parc Maurice Thorez.

Les bonnes pratiques en matière de gestion financière, de formation des cadres techniques et d'établissements de contrats de travail sont consolidées et se multiplient. Les plus performants dans ces domaines sont le SNCR, club de natation et de water-polo, l'association Mise en Forme, le judo, l'athlétisme, le badminton, le handball, le tennis, l'aviron, le tennis de table et encore une fois la gymnastique et le twirling bâton.

À noter que l'ASCR, club de football, a mis en place quatre contrats d'apprentissage tous en cours, et que d'autres embauches sont à l'étude.

Des clubs bénéficient d'une subvention pour la première fois, ou ont de nouveau sollicité la municipalité cette année après avoir cessé de le faire pendant quelque temps, des demandes auxquelles nous avons répondu favorablement. Il s'agit de la plongée, l'association Funky Family, le Tai Chi Chuan, le club Carpes, une association qui œuvre dans le domaine de la pêche, l'association Family Sport, l'association Second Souffle, qui vient de lancer une activité boxe thaï.

Un financement est également prévu pour le lancement de la section sportive wakeboard au collège Jules-Vallès, qui va bénéficier à une quarantaine de jeunes de la ville, une activité qui a commencé au mois de septembre 2023.

Des jeunes que nous soutenons également par un accompagnement de leur parcours de formation et de progression vers le haut niveau, comme nous nous y étions engagés dans notre programme en 2020. Sur ce volet, il y a une continuité pour Justine Dias, aviron, et Tidiane Sissoko au basket. Ils sont rejoints par les trois jeunes filles de la famille Durand-Bonnet qui pratiquent l'équitation, et Alessio Cialone, un jeune cycliste. Une vitalité du mouvement sportif Choisyen dont témoigne également le lancement de nouvelles pratiques comme la boxe thaï et le futsal, qui bénéficient d'une organisation renforcée au niveau de la ville de Choisy-le-Roi.

Au total, ce sont 36 associations sportives qui bénéficient d'une subvention. Elles regroupent un peu moins de 7 000 pratiquantes et pratiquants.

Les dossiers de l'ASCR et du basket passeront normalement au Conseil de décembre. Dans le document qui vous est présenté, vous disposez du détail des montants que je vous propose d'approuver pour une somme totale de 315 700 euros.

Merci.

M. le Maire : Merci, Monsieur Marquès. Des interventions ? Je n'en vois pas.

Des votes contre ? Des Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°19

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ Mise en place du référent déontologue pour les élus locaux

M. le Maire : C'est une procédure obligatoire, on vous demande donc de voter. La mise en place, nous cherchons, nous avons effectué des appels, c'est très difficile à trouver.

Le déontologue est une personne qui pourra répondre aux questions que se pose chaque élu, qu'il soit dans la majorité ou non, concernant sa fonction ou des questions d'ordre général de fonctionnement du Conseil municipal ou autre. C'est un déontologue qui devra répondre en toute impartialité et objectivité aux questions que les élus peuvent se poser.

Nous recherchons donc activement ce déontologue. C'est une denrée rare. Nous pouvons également partager un déontologue avec d'autres villes, ce dont nous avons commencé à discuter avec d'autres villes qui en ont un.

Il s'agit donc ce soir de voter, c'est obligatoire, la mise en place d'un référent déontologue. Nous votons donc le principe ce soir, mais nous reviendrons très rapidement vers vous pour vous le présenter, dès que cette perle rare sera trouvée.

Y a-t-il des interventions sur ce sujet ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas non plus. Des abstentions ? C'est voté à l'unanimité.

Vote de la délibération n°20

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE EI Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité

M. le Maire : Cette mise en place étant obligatoire, je me demande pourquoi il nous est demandé de la voter. Pour la création ? Nous devons le voter, par force c'est obligatoire, mais nous sommes d'accord, personne ne va s'opposer à un déontologue au sein de notre commune.

→ **Modification des représentants du Conseil municipal au sein du Conseil d'Administration du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale)**

M. le Maire : Point suivant, il y a de nouveaux représentants au sein du CCAS de notre ville, nous vous demandons donc de voter cette délibération. À la suite des démissions, il nous a fallu remplacer des membres. Y a-t-il des observations sur cette délibération ?

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Vote de la délibération n°21

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité

→ **Attribution d'un don au Secours populaire suite aux inondations en Libye**

M. le Maire : Nous revenons sur l'attribution d'un don au Secours populaire à la suite des inondations en Libye. Il s'agit bien sûr de la même catastrophe qui a eu lieu il y a quelques mois, et non pas d'une nouvelle catastrophe, tout simplement parce que nous avions destiné initialement, et nous savions que ce serait difficile de trouver des porteurs pour que le don parvienne en Libye, beaucoup de villes ont été confrontées à ce problème, à la Croix rouge, et cette fois, c'est au Secours populaire.

Nous avons initialement voté à l'unanimité ce don à travers la Croix rouge, mais elle nous renvoie l'argent. En effet, la Croix rouge n'a pas de relais suffisamment fiables pour faire parvenir cette somme aux habitants ou à une organisation.

Nous allons voter de nouveau ce don que nous destinons au Secours populaire qui, lui, a des relais. D'autres villes l'ont adressé au Secours populaire et nous assurent qu'ils pourront faire parvenir cette aide.

Y a-t-il des observations ? Monsieur Guillaud-Bataille.

M. Guillaud-Bataille : Nous allons évidemment voter pour cette subvention, je voulais simplement déclarer à la municipalité, puis peut-être aux services, de regarder, puisque la Région Île-de-France, dans laquelle je siège dans l'opposition, a trouvé des chemins pour voter une aide qui se dirige vers le conflit que nous avons tous en tête au Proche-Orient, et

qui a permis de rassembler très largement, puisque ces dons seront acheminés à l'ensemble des victimes sur place. Donc peut-être qu'il y a là un chemin qui pourrait être intéressant pour notre commune qui nous permettrait de faire un geste sur ce conflit, qui, je crois, touche au cœur de toutes et tous. Et puisque la Région semble avoir trouvé un chemin qui a permis à tout le monde de se retrouver, peut-être que nous pourrions emprunter le même ?

Vous pouvez marquer ce jour d'une pierre blanche où je vous aurai conseillé de voir avec Valérie Péresse parce qu'elle fait des choses bien.

M. le Maire : Merci de votre hommage, Monsieur Guillaud-Bataille, je retiens votre proposition. Nous sommes quand même face à ces drames et je crois que nous sommes tous d'accord.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci pour eux.

Vote de la délibération n°22

Ont voté pour : 41

(MM. PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali , OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, ALIROL Béatrice, COHEN Rachel, DIMNET Jocelyne, LORES Monique, POUDY Franklin, M. CHIRANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, OMRANE Alain, CHASSAY Laurent, BEZACE Mathilde, BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, SOUMSOUK Billy, LANTERNIER Lucie, DESROCHES Damien, FOURNIER Laura, BENKAHLA Malika, LEMOINE Nathalie, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, BALIAS Thierry, FOURNIAUD Martine, ESSONE MENGE Terence GUILLAUD-BATAILLE Fabien, HUTIN Sébastien)

N'ont pas pris part au vote : 0

Ont voté contre : 0

Se sont abstenus : 0

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité

→ Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales

M. le Maire : Ce tableau est simplement porté pour information à votre connaissance, merci.

QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire : Nous arrivons aux questions diverses que nous allons prendre. Nous répondrons bien sûr à ces questions. Ce n'est pas un débat, je vous donnerai la parole, mais nous n'allons pas débattre. Je réponds aux questions que vous posez légitimement, mais ce n'est pas un ordre du jour, ce n'est pas un débat.

Et je vous remercie pour la très bonne tenue de ce Conseil municipal, voyez que nous pouvons y arriver. Merci, Madame Fourneau, merci à l'ensemble de vos collègues. Excusez-moi, Madame Fourniaud, je suis un peu fâché avec les noms. Si vous travailliez tous les jours avec nous, je fais parfois pire. Je m'en excuse.

Nous allons donc passer aux questions diverses, je vous demande juste une seconde, je reviens, je suis obligé.

Interruption de la séance

M. le Maire : Vous avez présenté trois questions diverses. Madame Fourniaud, la première.

Mme Fourniaud : La première, nous souhaiterions revenir sur la suppression de la retransmission du Conseil municipal, afin que vous nous précisiez les raisons pour lesquelles vous avez abandonné cette retransmission.

Évidemment, nous vous demandons aussi, pourquoi pas, de revenir sur cette décision. Après tout, il est possible de changer d'avis.

Et la troisième chose, je m'interroge donc sur l'utilité de la caméra qui se trouve ici, qui a l'air d'être en fonction qui, d'ailleurs, nous filme. Je me posais la question de savoir à quoi servait ce film, si nous n'étions pas retransmis. Je vous remercie.

M. le Maire : Pour cette caméra, c'est très simple, nous enregistrons tout ce qui se dit au Conseil municipal. C'est une réalisation très imparfaite, purement interne, mais si vous voulez le voir, nous pouvons vous le montrer. Cela nous aide pour la retranscription écrite du débat, mais c'est très imparfait. Ce n'est pas possible de diffuser cela aux Choisyennes et aux Choisyens.

Ensuite, les conseils municipaux qui ont été filmés, cela s'est avéré nécessaire pendant le Covid, et c'est d'ailleurs à ce moment-là que cela est né. Il n'y avait aucune obligation, et il n'y a toujours aucune obligation. Donc nous l'avons fait pendant le Covid, nous l'avons fait aussi quelque temps après. Simplement, nous avons filmé et enregistré par nos propres moyens, donc évidemment, la qualité n'était pas au rendez-vous.

Il y a des professionnels qui font cela, nous avons d'ailleurs appelé une fois un professionnel, et cela nous a coûté 12 000 euros. D'un point de vue économique, ce n'est pas possible de dépenser que ce soit 5 000, 6 000, 7 000, 8 000 ou 12 000 euros pour filmer le Conseil.

Mais la raison principale, qui est mienne, et vous pouvez m'attaquer là-dessus, je l'assume complètement, tout d'abord, c'est en pratique parfaite adéquation avec la loi. Je suis, et les gens qui me connaissent le savent, vent debout vers tout ce qui est numérique, visioconférence, tout ce qui éloigne l'individu, nos concitoyens, d'un « face-à-face », d'une présence humaine. D'ailleurs, récemment, il m'a été demandé une visioconférence, je l'ai refusée. Soit nous nous voyons en présence physique, soit nous ne nous voyons pas. C'est un combat personnel que je mène. Je ne suis pas sur les réseaux sociaux, je considère que c'est du caniveau, je n'y serai jamais. J'essuie beaucoup de critiques pour ne pas y être, mais je ne serai jamais sur les réseaux sociaux.

J'estime que? dans ces années de solitude, la démocratie est tellement importante qu'il est possible de faire l'effort de se déplacer une fois tous les deux mois, tout d'abord parce que cela encourage les gens qui donnent de leur temps, qui restent le soir, cela peut vous encourager vous, nous, de savoir qu'il y a des personnes intéressées qui se déplacent. J'ai toujours prêché cela, toujours. Et je continuerai ce combat, même si je dois être seul avec mon papier buvard et mon crayon. C'est ce que je fais pendant les réunions, et personne n'a réussi à me piéger avec les ordinateurs. C'est un combat personnel, je privilégie la présence humaine, que ce soit en politique, dans la vie de tous les jours. Je déplore, et là-dessus nous pouvons nous rejoindre, l'élimination de la présence humaine dans les gares, sur les autoroutes, dans les services publics. Je combats tout cela, c'est donc la raison principale.

Je vois que beaucoup de personnes sont présentes ce soir. Sans être méchant, il y a une grosse majorité, si ce n'est la majorité, de ceux qui nous regardaient, parce que je ne suis quand même pas naïf, je sais qui commente et qui regardait les conseils municipaux, et ce n'est pas pour cela que j'ai supprimé la retranscription. Pour avoir une certaine qualité, cela coûte trop cher, et l'on peut faire l'effort de se déplacer, ce que de nombreuses personnes ont fait ce soir, elles ont donc toutes les informations en direct.

Madame Desprès.

Mme Desprès : Monsieur le Maire, si je peux partager certaines choses que vous avez dites, notamment sur les réseaux sociaux, etc., moi également je considère très regrettable de ne pas avoir le Conseil municipal retransmis, non pas pour les Choisyens, mais pour les anciens Choisyens qui sont partis en retraite, qui sont en province et qui nous suivaient de manière continue parce qu'ils ne voulaient pas couper avec la vie Choisyenne. Pour ces Choisyens-là, je trouve que c'est totalement dommageable.

M. le Maire : Madame Desprès, je comprends ce que vous dites, d'autant plus qu'effectivement d'anciens Choisyens restent attachés à notre ville. Ils m'en font part, ils m'écrivent et je leur réponds. Souvent, ils sont de passage dans la ville et y rappellent leur attachement. Il est vrai que lors de notre élection, nous avons eu beaucoup de messages de Choisyens qui n'habitaient plus la ville, comme vous-même avez pu en avoir. Bien sûr, nous n'avons pas l'exclusivité, mais c'est effectivement une réalité.

Mais ce qui prime, ce sont ceux qui sont dans la ville, qui payent des impôts. On me dit que cela a coûté 12 000 euros, et je veux bien le croire, parce qu'au Territoire, ils avaient fait l'expérience et cela a coûté cher. 5 000 euros, c'est non.

Je crois sincèrement que si cela passe sur les réseaux sociaux... Et la preuve, lorsque cela passait sur les réseaux sociaux, les personnes présentes ce soir n'étaient pas là. Ce soir, elles sont présentes et c'est très bien. C'est tout ce que je demande, que les personnes soient présentes.

Deuxième question ?

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, peut-être dans l'émotion du début de Conseil, vous avez affirmé que le Conseil territorial et l'EPT n'étaient pas filmés ni retransmis. Je pense qu'il s'agit là d'une erreur, puisque la présente question ainsi que celle qui suivra sont dues au fait que le Conseil territorial est bien retransmis, et que j'ai donc pu le voir.

Lors de ce Conseil territorial du 14 novembre, vous êtes intervenu à la vingtième minute, si des Choisyennes et Choisyens veulent aller vérifier sur la vidéo, au sujet de l'eau, prenant fait et cause pour le SEDIF à rebours des engagements qui avaient été les vôtres pendant la campagne municipale. Lors d'un Conseil du Syndicat des eaux d'Île-de-France qui s'est tenu à Choisy cette semaine, un rassemblement citoyen s'est tenu pointant du doigt notamment le futur système OIPB actuellement en Commission nationale du débat public. Allez-vous, Monsieur le Maire, comme vous vous y étiez engagé avec votre Premier adjoint, explorer les pistes de sortie du SEDIF ? Pistes qui sont aujourd'hui ouvertes, non seulement par les neuf villes de gauche de l'EPT-12, dont chacun sait qu'elles ont fondé une régie publique de l'eau, mais aussi au sud de notre ville par des villes peut-être plus proches de votre sensibilité politique, au nord de l'Essonne jusqu'à Villeneuve-Saint-Georges. Donc une question simple, vous aviez pris un engagement devant les Choisyens, vous l'avez refermé depuis, les portes continuent de s'ouvrir tout autour de nous vers des régies publiques et d'autres façons de gérer l'eau. Quelle va être votre attitude ?

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, j'étais au Conseil territorial la semaine dernière, je n'ai pas vu de caméra, et mes conseillers me disent que ce n'est plus filmé depuis quelques conseils territoriaux. C'est peut-être une pause provisoire, mais je peux vous assurer que mardi dernier, il n'y avait pas de caméras. Je ne sais pas comment ils ont filmé, peut-être qu'il y avait des caméras cachées... Moi, je n'ai pas vu de caméras. Quand ils étaient filmés, les caméras mesuraient deux mètres de haut, elles étaient larges parce que c'étaient des professionnels, donc je les aurais quand même vues. Mais peu importe, chacun fait ce qu'il veut, mais pour la majorité des villes ce n'est pas filmé.

Pour venir à ce que vous me dites, qui n'est pas une simple question, parce que je suis désolé, un sujet aussi important, le mettre en question diverse... Je veux bien vous répondre, mais je vais abonder dans votre sens. J'ai été plus loin que ce que vous dites, Monsieur Guillaud-Bataille. Lorsque j'étais conseiller municipal, j'ai critiqué à tour de rôle Monsieur Daniel Davisse, paix à son âme, et Monsieur Didier Guillaume qui ont toujours voté pour appartenir au SEDIF. J'ai critiqué, et ce, même véhément, dans la salle Le Royal cette position, et pourquoi ? Parce que je n'y connaissais rien. Et maintenant, j'ai quelques informations. Et ce que j'ai écrit dans mon programme, Monsieur Guillaud-Bataille, ce n'est pas de faire une régie, c'est de faire une étude qui a été faite trois fois par le Territoire. Cela a coûté 500 000 euros par les neuf villes de gauche que vous citez, dont je ne sais pas qui va payer, et dont les maires, qui n'ont pas décidé de sortir du SEDIF, ne payeront certainement pas la note.

Que disaient ces études ? La première, que ce n'était pas viable et qu'ils déconseillaient. Que disait la deuxième, ce qui n'a pas plu, que ce n'est pas viable et qu'il ne faut pas se lancer là-dedans. Cela n'a toujours pas plu. Que disait la troisième étude ? « Ce n'est pas viable, ne faites pas cela ». Vous pouvez consulter les études. Vous voulez que je rajoute 100 000 euros pour faire une étude qui dira la même chose ?

Entre le moment où j'ai critiqué cette adhésion, et j'étais sincère, parce que comme beaucoup, je pensais que l'eau était un bien gratuit, que cela tombait du ciel, donc pourquoi faire payer les gens. Mais l'eau, il faut la distribuer, il faut des canalisations.

Mais Monsieur Guillaud-Bataille, vous permettez que je puisse m'exprimer sans que vous fassiez vos petits commentaires ? Je vous ai écouté avec intérêt.

Ce n'est pas en question diverse que nous pouvons traiter cette question. Au Conseil territorial, je me suis exprimé à titre de citoyen. J'ai précisé, et personne ne l'ignore, au président que je suis vice-président du SEDIF. Je lui ai demandé si je devais voter ou me déporter, il m'a dit que je pouvais voter, et j'ai donc voté contre. La manière dont cela a été présenté était de réfléchir ensemble à l'avenir de l'eau. Tout le monde sait que c'était de la foutaise. Ils ont fait voter en sous-main une aide, et c'est écrit, ils veulent aider les communes qui veulent sortir du SEDIF. Je ne m'associe pas à cette hypocrisie. En revanche, j'ai dit que les communes qui veulent sortir du SEDIF pouvaient sortir, et nous l'avons prouvé, les neuf communes de gauche, comme vous l'avez précisé, qui ont été « capitanisées » par Monsieur Philippe Bouyssou, dont je me rappelle ces paroles : « *Quoi qu'il en coûte, c'est le prix de la liberté* ». Mais de quelle liberté s'agit-il ? De faire des millions d'euros de déficit, comme les villes que vous venez de citer ? Dans le sud, l'Essonne ? Toutes les régions sont en déficit, sauf Nice ? Nous n'avons pas la puissance financière de Nice.

Il faudrait en parler des heures, nous pouvons faire un débat là-dessus. Il y a eu un débat public au Royal que la Ville a organisé sur demande de l'État. Dans la salle, il n'y avait pas un Choisyen ni une Choisyenne, sauf ceux qui étaient contre le SEDIF. Je n'ai vu aucune Choisyenne, aucun Choisyen participer à ce débat d'un problème qui, selon vous, les

préoccupe tant. Cela ne les intéresse pas, c'est de l'idéologie pure, et c'est une folie. Je l'expliquerai aux Choisyennes et aux Choisyens, et jamais je ne laisserai la Ville s'embarquer dans le mur face à une telle folie.

Lorsqu'on connaît les difficultés à embaucher, ne serait-ce que des agents de voirie, parce que ce que vous n'expliquez pas aux gens, d'abord c'est que le SEDIF est un service public, le plus vieux service public de France, 100 ans, envié par beaucoup de gens. Les Américains sont venus voir comment fonctionnait le SEDIF, les Japonais...

Je crois que nous allons arrêter là. Le jour où vous serez sérieux, Monsieur Guillaud-Bataille, et là c'est toute votre idéologie qui prend le fait. Vous refusez d'écouter des arguments, c'est de l'idéologie pure. C'est parce qu'il s'agit du SEDIF et de Veolia, donc il faut sa destruction.

Je vous signale, Monsieur, vous allez m'expliquer une chose, vos neuf villes amies qui ont décidé, avec notre bénédiction, nous n'avons fait aucun obstacle à ce qu'ils sortent du SEDIF, contrairement à ce qu'a fait Monsieur Bouyssou. Je lui avais rappelé lorsque nous avons voulu sortir du SIRESCO : « *Monsieur Bouyssou, au Conseil territorial, après vos sages paroles sur la liberté, j'espère que vous aurez la même considération pour nous, à Choisy-le-Roi, lorsque nous vous demanderons de sortir du SIRESCO* ». Je crois savoir, pour avoir assisté au débat et être participant, que cela ne s'est pas passé comme cela. Il a tout fait pour nous empêcher de sortir du SIRESCO, contrairement au SEDIF qui a déclaré : « Oui, vous sortez ». C'est une réalité, ce sont des faits que tout le monde peut contrôler. À ce jour, ils nous demandent 900 000 euros pour sortir du SIRESCO, alors qu'il y a une expertise. Nous ne leur devons rien, ce sont eux qui nous doivent 200 000 euros.

Mais les raisons profondes, déjà lorsque les neuf villes se sont moquées de leurs habitants, ils ont fait ce qu'ils appellent un référendum. Ils avaient dit que s'il y avait moins de dix réponses, ils ne sortaient pas. Vous savez combien il y a eu de réponses ? Ce sont des faits que tout le monde peut vérifier. Il y a eu 4 % de réponses, ils n'ont donc pas tenu leurs engagements, ils sont quand même sortis. Leur principal argument n'est pas la qualité de l'eau, puisque les neuf villes qui sortaient voulaient acheter l'eau de Paris. Ils nous ont harcelés, vous voyez la logique des choses ? Ils veulent sortir du SEDIF, mais ils nous ont harcelés pour que nous continuions à leur vendre de l'eau. Effectivement, comme c'est un service public, nous acceptons de leur vendre de l'eau, mais ils voulaient acheter l'eau au même prix que lorsqu'ils étaient dans le SEDIF. Nous voyons le sérieux de ces gens.

Bien sûr que cela n'existe nulle part, donc ils vont acheter de l'eau au SEDIF plus cher que ce qu'ils achetaient quand ils étaient dans le SEDIF. Ils ont augmenté l'assainissement, qui représente 70 % de la facture auprès des personnes, et ils prétendent qu'ils vont vendre l'eau moins chère. Je ne suis pas un très fort mathématicien, mais lorsqu'on paye plus cher l'assainissement, qu'on paye plus cher l'eau et qu'on dit qu'on va baisser les prix, excusez-moi, cela égal déficit.

Vous pouvez vérifier les régies de Porte de l'Essonne, ils ont des millions d'euros de déficit, et ne parlons pas de l'efficacité. Une conduite a sauté devant Le Royal l'année dernière, en soirée. À 19 h 00, les agents de Veolia étaient sur site, ils ont distribué 300 packs d'eau aux Choisyennes et aux Choisyens sur les tours. Le soir à 18 h 00, tout était rétabli.

Je suis désolé, Monsieur Guillaud-Bataille, mais aucune ville n'est capable de faire cela. D'ailleurs, pourquoi sont-ils sortis à neuf ? Car aucune ville n'est capable de le faire, donc ils imaginent qu'à neuf, ils seront plus forts. Ils vont donc faire une régie à neuf, s'ils y parviennent, parce que pour l'instant ils pédalent drôlement dans la choucroute. Ils ont osé demander un emprunt au Territoire. Le Territoire n'est pas une banque, ou alors, si c'était une banque, je vais demander un prêt pour notre piscine et notre gymnase. Comme ils n'ont

pas le moindre argent pour démarrer leur régie, ils commencent par faire des crédits. Cela se traduira par du déficit, pour un problème que les personnes ne rencontrent pas.

Chacune et chacun, ici, peut considérer que lorsqu'il ouvre le robinet, l'eau coule. C'est un bienfait extrêmement important, et je ne me vois pas, alors que nous n'arrivons même pas à trouver des agents de voirie, me lancer dans le recrutement de spécialistes de l'eau qu'ils ont du mal à trouver, alors que nous avons un service qui fonctionne.

Pendant toute la campagne, et j'en ai fait des campagnes, jamais un Choisyen ou une Choisyenne, et je prends à témoin les gens qui sont là et leur famille, jamais une Choisyenne ou un Choisyen ne m'a parlé de problème de l'eau. Jamais, sauf vous qui voulez imposer vos vues, créer un problème là où il n'y en a pas. La réunion publique, ils ne sont pas venus. Pourquoi viendraient-ils parler d'un problème qu'ils n'ont pas ? Et votre manifestation devant l'usine des eaux, ils étaient 10. Et de plus, savez-vous comment est composé le Conseil d'administration du SEDIF ? Qui est dans le Conseil d'administration, Madame Fourniaud ?

Dès qu'il faut débattre sur le fond, vous n'avez pas d'argument, vous sortez vos allégories. Je ne fais pas l'appel, je vous demande si vous savez par qui sont composés le Conseil d'administration du SEDIF et l'assemblée. Il y a La Plaine Saint-Denis, il y a autant de villes de gauche que de droite. Ce n'est pas un sujet de politique, mais il y a de l'idéologie politicienne qui se greffe là-dessus, donc le président du Territoire de Saint-Denis a refusé de s'y associer, et pourtant, il est bien de gauche. Nous avons des villes communistes.

D'ailleurs, notre ancien maire, Didier Guillaume, je comprends maintenant pourquoi il adhérerait au SEDIF, je comprends pourquoi Daniel DAVISSE adhérerait au SEDIF. Parce que maintenant, je comprends beaucoup mieux les choses, et notamment ce que cela représente de distribuer de l'eau. Lorsque vous êtes en régie avec trois ou quatre villes, s'il y a des élections, si le maire change qu'advient-il de cette régie à quatre villes ? Cela est arrivé, et ils retournent au SEDIF. Que se passera-t-il pour les autres ? Instabilité et problèmes.

Le SEDIF a 100 ans, il a fait ses preuves. À chaque fois que je déclare que nous avons l'eau la plus pure du monde, en France on me dit que ce n'est pas vrai, et que l'eau pure n'existe pas. C'est reconnu par tous les organismes de consommateurs : nous avons l'eau la plus pure du monde. Nous voulons la rendre encore plus pure, mais là-dessus on nous critique.

Le SEDIF a de l'argent, je ne sais pas ce qu'il pourrait en faire, peut-être nous le distribuer, mais non, il décide d'investir. D'ailleurs, cela va être une directive européenne, il décide d'investir pour enlever des résidus médicamenteux qui sont encore dans l'eau, pour qu'elle soit encore plus pure. Nous verrons bien, ce n'est pas sûr que cela se fera. Si les opposants gagnent, cela ne se fera pas, mais quand la directive européenne va arriver, il faudra le faire et ce sera trop tard.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai bien étudié et que j'ai bien compris. J'étais ignorant en la matière, et je comprends que l'on puisse penser que l'eau est un bien commun, mais il faut des usines, il faut produire, il faut la distribuer, il faut dépanner. Il y a des agents à payer, et ce ne sont pas trois, quatre ou neuf villes qui pourront affronter les défis de l'eau. Il faut des usines pour produire l'eau, comme celle de Choisy-le-Roi.

Nous pourrions en rediscuter, je ne suis pas contre un débat sur ce sujet, à partir du moment où il est objectif. Mais des villes qui se lancent aujourd'hui dans une régie, vous citez Villeneuve-Saint-Denis, les pauvres, comme s'ils n'avaient pas assez de problèmes. Ils vont se lancer dans une régie, c'est leur problème, nous sommes d'accord.

Le SEDIF a toujours accepté les villes qui voulaient sortir, mais souvent, ils veulent revenir par la fenêtre. Vos amis des neuf villes, ce qu'ils veulent, c'est acheter l'eau du SEDIF. Est-ce qu'elle n'est pas là, la tromperie ?

Ce qui compte c'est ce que l'on consomme. Est-ce que l'eau est pure ? Est-ce qu'elle est bonne ? Oui, puisqu'ils veulent l'acheter. Donc la seule excuse qu'ils ont, c'est de dire aux personnes : « Vous allez payer l'eau moins cher », ce qui est faux. Allez voir le prix des régies par rapport au prix de celles qui sont au SEDIF.

C'est vraiment ce débat, et je m'inclue dans ces personnes, j'ignorais et c'est réellement passionnant. C'est pour cela que nous pouvons faire des débats là-dessus, je ne suis pas contre. Tout ce qui touche l'eau est passionnant et vital pour l'humanité, mais le présenter de manière aussi simpliste que l'ont proposé les neuf villes... J'ai simplement dit aux maires qui voulaient sortir de bien se renseigner sur la responsabilité qu'ils prenaient.

De plus, sachez que c'est un service... S'il vous plaît, Monsieur, c'est suffisamment important pour que je ne traite pas cela comme vous le traitez, d'une façon politique uniquement. C'est plus qu'important. Je ne fais pas de politique, je vous cite des faits que vous pouvez vérifier.

Non, il s'agit de l'eau et comment cela fonctionne, Monsieur, et cela, vous ne l'expliquez pas aux gens. Vous n'expliquez pas ce qui attend les maires qui peuvent être en régie, vous ne l'expliquez pas. Je me suis donc permis, au Territoire, d'alerter mes collègues de bien réfléchir avant de sortir, parce que j'ai discuté avec eux en aparté. Tout ce que je vous dis, ils l'ignorent, ils écoutent simplement la saison, « Nous allons sortir, nous allons être en régie, les méchants, etc. ». Rien n'est garanti, parce que le SEDIF a déjà été en régie. C'est un service public qui a fonctionné en régie. D'ailleurs, je ne serais pas contre parce qu'il faut discerner les choses, la régie, et ce qu'est un service public.

Si on me demandait mon avis sur le fait que le SEDIF devienne une régie, comme cela l'a été pendant un temps, je ne serais pas contre, parce qu'ils ont les moyens pour l'être. Ils ont les moyens de servir 413 communes. Donc si cela devient un service public, une régie, il n'y a pas de danger.

Maintenant, je vous invite à suivre l'évolution de cette régie qui a été voulue par ces neuf villes de gauche, comme vous l'avez précisé. Pour l'instant, cela fait quand même deux ans maintenant de ce projet. La seule chose que j'ai entendue, c'est qu'ils demandent de l'argent au Territoire.

Nous pouvons faire de nouveau un débat, mais il y a eu trois études, et tout le monde peut le vérifier, des spécialistes ont demandé trois études. Nous ne lâcherons pas, nous voulons savoir qui paye ces études. 500 000 euros, trois études, ils arrivent tous au même constat.

S'il y en a qui veulent se lancer là-dedans, très bien. Si les Choisyens le veulent un jour, pourquoi pas, mais pour l'instant, ils ne m'en parlent toujours pas. Il y a tellement d'autres sujets importants. Le service public du SEDIF fonctionne, et c'est cela qui compte. Ils vont investir sur l'eau encore pour une meilleure santé, alors qu'ils pourraient, après tout, garder l'argent. Nous pourrions refaire ce débat, refaire un vrai débat.

J'ai pris le temps parce que cela ne peut pas être une question diverse. J'accepte l'avis de tout le monde, mais il faut peut-être qu'il soit éclairé, l'avis. Il ne suffit pas de dire : « Nous voulons être en régie », mais expliquer ce que cela amène. Je leur souhaite bien du bonheur, embaucher les gens qu'il faut, les spécialistes, les ingénieurs... Et quand on n'a pas d'usine, on continue à acheter plus cher la même eau que nous leur vendons. Ils auront

la même eau, mais plus chère. Mais, quand ils seront en panne, il n'est pas sûr qu'ils soient dépannés dans la journée, et c'est une autre paire de manches.

Moi, je ne peux engager la Ville là-dedans. Mais Monsieur Guillaud-Bataille, nous pouvons refaire un débat là-dessus si vous voulez avec des spécialistes. Vous amenez les vôtres, j'emmène les miens. D'ailleurs, vous aviez un champion de la régie qui avait fait les trois débats à Choisy, qui était à fond pour la régie, et il a complètement changé d'avis. Il est très connu, et vous le connaissez. J'ai oublié son nom, Monsieur Touly, il me semble. Il a d'ailleurs fait un procès au SEDIF, qu'il a perdu. Aujourd'hui, il réclame au SEDIF des missions, parce qu'il s'est rendu compte que le SEDIF était la meilleure chose et qu'il ne veut plus entendre parler de régie. Allez discuter avec lui.

La troisième question ? Mais c'est un débat que nous pouvons refaire.

M. Guillaud-Bataille: Je vous remercie, Monsieur le Maire, j'espère que vous ne ferez pas preuve des mêmes excès inverses dont vous avez pu faire preuve par le passé. Lors de ce même Conseil de territoire du 14 novembre, dont j'ai pu voir les images qui n'existent pas, vous êtes intervenu pour demander une modification du SDRIF-E, le Schéma directeur régional d'Île-de-France environnemental. Vous la demandez pour la commune de Choisy-le-Roi, puisque ce SDRIF-E prévoit que le site de Renault-Choisy, récemment quitté par Renault, soit à vocation industrielle.

Vous avez donc demandé que cette vocation industrielle prévue par la Région, je le rappelle, puisqu'il s'agissait pour le Territoire de donner un avis sur le Schéma de la Région, soit modifiée pour permettre une opération mixte, en précisant qu'il s'agissait de pouvoir faire du logement sur ce site, donc sur l'ancien site de l'usine Renault ; là encore à rebours de tout ce que nous avons pu entendre il y a maintenant trois ans sur la densification, le bétonnage, etc. Or, nous avons une vraie question parce qu'une telle décision, pour qu'elle puisse avoir un effet, devrait passer lors de la modification 7 du PLU, et que, pour le moment, elle n'a pas été évoquée dans la préparation de ce PLU. Il serait donc difficile de la voir apparaître au moment où nous voterons cette modification 7 du PLU.

Au-delà de cette question réglementaire, comment imaginer que sur un endroit particulièrement enclavé et mal desservi, un endroit où le quatrième collège continue de se faire attendre, voire où il a carrément disparu des discussions, soient construits de nouveaux logements, alors que ceux de Villeneuve-Saint-Georges vont bientôt être livrés sur un des axes les plus encombrés de la commune. Il me semble quand même que lorsque vous faites de telles déclarations en Conseil de territoire, que vous demandez donc au Territoire de vous soutenir pour modifier le PLU de notre Ville pour affronter la Région, pour demander à faire du logement supplémentaire à un endroit où vous nous aviez dit qu'il était question que ce soit à vocation économique et industrielle, ce que nous partageons, il est important d'informer les Choisyennes et les Choisyens. C'est déjà le sens de ma question, mais certainement allez-vous m'expliquer que je raconte n'importe quoi, comme chaque fois que je vous pose une question qui vous embête.

M. le Maire : J'aimerais vous faire plaisir, mais si vous tenez à ce que je dise que vous racontez n'importe quoi... Mais après on va me dire que je ne vous respecte pas ? Or, vous m'incitez, oui, vous racontez n'importe quoi.

Je voudrais remettre très exactement ce que j'ai dit au Territoire. Je ne demande pas l'aide du Territoire, puisque je sais très bien que SDRIF-E, c'est la Région, et c'est un avis qui était émis. Je n'ai pas besoin de l'aide du Territoire là-dessus, qui nous met, et Monsieur Leprêtre le sait, car il s'est immédiatement empressé de demander un rendez-vous avec mes services à la suite de mes déclarations, parce que j'en ai fait part à la Préfète parce qu'il n'arrête pas

de me mettre des peaux de bananes. Monsieur Leprêtre, qui dit qu'il manque 40 000 logements sur le territoire. C'est étrange, il veut maintenant que le site Renault soit sanctifié en zone économique. Où veut-il faire des logements ? Je suis désolé, à Choisy-le-Roi, nous avons besoin de logements, et il n'y a plus de terrain.

Mais tout d'abord, je n'ai pas dit qu'il y aurait des logements, mais que je voulais la possibilité d'une mixité. Parce que là où l'on me presse depuis six mois de prendre une décision sur le site Renault, dont toutes vont dans le sens de Renault et de l'État qui soutient Renault, ils veulent simplement en faire une affaire financière. Ils veulent 40 millions d'euros du terrain sans se préoccuper de ce qu'il y aura dessus. J'ai fait remarquer à Madame la Préfète, à l'État et à Renault que lorsqu'il s'agissait de défendre la non-fermeture de Renault, qui était la seule usine rentable des quatre qui voulaient fermer, ils n'ont pas levé le petit doigt pour qu'elle reste ouverte. Et maintenant, ils nous disent : « Vous comprenez, Renault, ils ont des difficultés, il faut garder le terrain, etc. » Comme je l'ai affirmé aux représentants de Renault, à leur place, je ferais la même chose, mais je n'y suis pas. Je ne défends pas les intérêts de Renault, je défends ceux de la Ville.

Et lorsque je suis pressé de toute part d'accepter des décisions toutes prêtes avec la complicité de Monsieur Leprêtre, je refuse. J'estime que l'avenir du site Renault appartient aux Choisyennes et aux Choisyens, et c'est eux qui décideront de ce qui doit être fait dessus.

Et lorsque j'affirme qu'il faut nous laisser la possibilité de faire une opération mixte, c'est parce qu'entre le moment où il fallait s'opposer à la fermeture de Renault et aujourd'hui, les choses évoluent, Monsieur Guillaud-Bataille. Ce que je constate, c'est qu'à 15 kilomètres aux alentours, la plupart des entreprises ne trouvent pas de main-d'œuvre. Nous allons donc faire un terrain de 10 hectares uniquement d'entreprises qui ne trouveront pas la main-d'œuvre voulue, et je peux vous emmener sur des sites industriels où la moitié des entreprises sont fermées, et vous vous parlez de camions ?

Je vous laisse aller défendre devant les habitants de Villeneuve-Saint-Georges qu'il n'y aura que des entreprises avec des camions. Allez leur dire cela. Il y a des réunions de quartier, allez défendre cette position, vous verrez.

J'affirme qu'un moindre mal sur la route RD 38, il vaut mieux que ce soient des logements dont nous avons parfaitement besoin, plutôt que des entreprises avec des camions. J'ai préempté un terrain pour empêcher des entrepôts de stockage de s'installer, j'ai empêché des centaines de camions qui défilaient sur la RD 38.

Propos hors micro

M. le Maire : Je n'ai pas compris. Je n'y habite peut-être pas, mais je sais ce que me disent les habitants dans les réunions de quartier. Ils ne veulent pas de camions, cela fait 30 ans qu'ils se battent contre les camions. C'est vous, qui habitez la ville depuis trois ans, qui allez me dire ce que pensent les habitants de Villeneuve-Saint-Georges ? Je les connais depuis 60 ans. J'ai des adjoints qui habitent aux Gondoles, ils savent ce que veulent les gens : ils ne veulent pas de camions. Je vous signale qu'ils se sont battus contre le pôle intermodal...

Propos hors micro

M. le Maire : Mais il n'y aura pas 200 voitures. Monsieur, je vous ai écouté, je n'ai pas de réponse bonne. Attendez, Monsieur.

Propos hors micro

M. le Maire : Monsieur, vous ne laissez... Madame Fourniaud, excusez-moi, je suis obligé... Monsieur Guillaud-Bataille lance des anathèmes, il veut croire que c'est la vérité. Lorsque je lui donne des faits factuels, qui sont la vérité, bien sûr, il refuse. Il va falloir que cela s'arrête, sinon, il n'y aura plus de discussions possibles entre nous.

M. Guillaud-Bataille : Il faut arrêter de mentir.

M. le Maire : Monsieur, cela fait plusieurs fois, vous m'avez écrit et je n'aurais jamais dû laisser passer votre billet de groupe. Vous n'arrêtez pas de nous traiter de menteurs, vous avez osé écrire que nous avions abandonné le projet de santé. C'est écrit, vous voulez que je le mette sous les yeux ? Vous avez écrit, Monsieur, que nous avions abandonné le projet de la Maison de santé aux Gondoles, vous l'avez écrit, votre groupe l'a écrit. Or, elle va ouvrir. Elle était bloquée, nous l'avons débloquée, et vous osez écrire cela. Vous mentez, Monsieur. Par votre groupe. Vous habitez bien...

Mme Fourniaud : Est-ce que je peux parler, Monsieur le...

M. le Maire : Qui a écrit ?

Propos hors micro

M. le Maire : Elle était bloquée, Monsieur, par le promoteur.

Propos hors micro

Mme Fourniaud : Est-ce que je peux parler ?

M. le Maire : Monsieur, vous avez écrit... A-t-on un extrait du journal de la Ville d'il y a deux mois ?

Mme Fourniaud : Est-ce que je peux parler ?

M. le Maire : Monsieur, pouvez-vous me respecter ? Vous n'arrêtez pas de nous traiter de dictature, vous coupez la parole à tout va, vous faites vos excès, vous n'arrêtez pas, vous me traitez de menteur. Vous avez écrit, Monsieur, que nous avions abandonné, fermé, qu'il n'y aurait pas de Maison de santé aux Gondoles.

Si vous avez cinq minutes, je vais chercher « Vivre à Choisy », vous avez écrit cela. Alors, qui ment, Monsieur ?

Propos hors micro

M. le Maire : Vous avez écrit cela, ou vous ne l'avez pas écrit ?

Propos hors micro

M. le Maire : Si je peux répondre à cette question diverse importante, ce que j'ai dit au Territoire, c'est placé sous le sceau du bon sens, c'est qu'une ville ne peut se fermer aucune porte sur un sujet d'importance comme dix hectares de terrain.

Et je n'ai pas seulement parlé de Renault, Monsieur, sur le SDRIF-E. J'ai parlé de ce que je vous ai expliqué précédemment, ce qui était le plus important : la zone du Lugo devait rester en zone économique, alors que je vous ai expliqué en préambule qu'il était vital que cela ne reste pas en zone économique pour le bienfait des habitants. Il y avait écrit, Monsieur, mais de cela, vous n'en parlez pas, que la zone du Ludo était économique et qu'elle devait le

rester, mais qu'il pourrait y avoir un petit peu de logements. C'est ridicule, et je me refuse de voter cela. « Un petit peu de logements au Lugo », avec tous les besoins que nous avons ? Ici aussi, nous n'allons faire que des entreprises qui ne trouveront pas preneur ? Des entreprises fermées parce que la réalité d'il y a deux ou trois ans n'est plus la même aujourd'hui ? Il fallait créer des entreprises il y a quelques années, aujourd'hui, cela s'est inversé. Les entreprises ne trouvent pas de main-d'œuvre. Rien que sur la plateforme aéroportuaire, il y a 4 000 demandes d'emploi non satisfaites. Sur les 10 km autour de nous, ce sont 12 000 emplois qui ne trouvent pas preneur. Donc il y a quand même une réalité à respecter.

Nous avons répondu aux trois questions, Madame Fourniaud ? Vous pouvez prendre la parole.

Mme Fourniaud : Premièrement, nous ne pouvons pas vous laisser dire que la Maison de santé a été abandonnée par la majorité précédente, puisque nous savons pertinemment que le projet a été arrêté du fait d'un recours qui a été intenté par une personne que nous connaissons bien, bien puisqu'elle fait partie de cette assemblée.

Deuxième chose, faut-il avoir habité à Choisy-le-Roi pendant 10, 20, 30 ou 40 ans pour avoir un avis éclairé sur ce qu'il s'y passe ? Sommes-nous Choisyens à partir du moment de notre installation dans la ville, ou faut-il être Choisyen pendant 10 ou 15 ans pour donner son avis ? J'aimerais donc que vous répondiez là-dessus, parce que vous nous haranguez en nous fustigeant, en disant que nous vous traitons toujours de menteur, mais je ne sais pas comment, vous, vous nommez des gens qui disent des contre-vérités. Il n'y a pas énormément de mots possibles.

Je vous remercie. Je veux bien que nous ayons des débats sereins, en tout cas, j'essaie. Merci.

M. le Maire : Je peux répondre. Merci. En l'occurrence, c'est pareil, Madame, je réponds précisément à ce qui m'est demandé. Quelqu'un peut habiter depuis 24 heures aux Gondoles et donner son avis. Ce n'est pas cela qui a provoqué ma réaction normale vis-à-vis de Monsieur Guillaud-Bataille. Il a affirmé que je ne connaissais pas les Gondoles, que je ne savais pas.

Propos hors micro

M. le Maire : Attendez, mais c'est quand même un monde...

M. Guillaud-Bataille : Monsieur le Maire, je vous ai simplement dit que vous n'y habitez pas, et moi, j'habite sur cette avenue. C'est tout ce que je disais.

M. le Maire : Cher Monsieur...

M. Guillaud-Bataille : Vous avez voulu y voir autre chose, j'affirmais simplement que j'habite dessus.

M. le Maire : Monsieur Guillaud-Bataille, si les choses devaient continuer comme cela, si vous ne respectez pas le maire, je ferai un rapport à la Préfète. Monsieur, vous n'attendez que cela, mais je le ferai quand même.

Vous ne respectez pas la démocratie, Monsieur Guillaud-Bataille. Il faut uniquement vous écouter, vous dites des choses inexactes, et ce qui est gênant pour vous, Monsieur Guillaud-Bataille, c'est lorsque je vous amène les preuves que vous vous trompez, comme lorsque vous aviez annoncé ici même que j'avais confié la zone des Cosmonautes à des

entrepreneurs privés et que j'avais rayé l'accord, alors que c'est Monsieur, et il convient encore et nous attendons sa réponse, votre ami Monsieur Leprêtre qui refuse d'honorer sa signature sur la zone des Cosmonautes. Cela aussi, c'est un fait factuel, et je n'aurais pas le droit de vous le dire ? Il faut que je vous laisse dire, comme ce que vous avez écrit, des mensonges ? Comme vous avez écrit dans un autre journal de la ville que la Ville ne faisait rien pour la santé ? Vous n'avez pas de chance, le jour où vous avez écrit que nous ne faisons rien, il y avait deux pages sur le centre d'imagerie médicale, que toutes les villes autour voulaient.

Alors, s'il vous plaît. Vous avez le droit de ne pas être d'accord, mais tous vos effets, et je m'en suis entretenu avec Madame Fourniaud, si elle veut que cela continue comme cela, très bien. Je vous ai remerciée pour la bonne tenue du Conseil, mais il suffit de vous apporter la contradiction, mais surtout de vous prouver que ce que vous dites est faux pour que cela « parte en vrille ».

Je n'y peux rien, Monsieur, vous déformez ce que j'ai dit au Territoire, et là aussi c'est enregistré. Je vais donc demander l'enregistrement de ce que j'ai dit au Territoire.

Propos hors micro

M. le Maire : C'est enregistré, ce n'est pas filmé. Ici aussi, c'est enregistré. Envoyez-le-moi, ce sont peut-être vos amis, mais je vous dis que nous ne l'avons pas vu. Nous étions tout de même six, nous n'avons pas vu de caméras.

Je réaffirme donc mes propos tenus au Territoire. Pour être précis, j'ai dit que nous désirions qu'il puisse y avoir une opportunité, ce qui ne veut pas dire que cela sera décidé. Mais ne pas fermer la porte à une opération de mixité pour pouvoir y réaliser quelque chose. J'ai également déclaré que nous ne pouvions pas accepter que le Lugo reste industriel, et ce, pour les raisons que j'ai expliquées au début de ce Conseil. Si c'est cela, cela signifie que les habitants de La Sablière sont condamnés à rester dans la situation dans laquelle ils sont. Monsieur Guillaud-Bataille, vous renversez, mais c'est cela, la conséquence. C'est ce que j'ai déclaré au Territoire... Vous avez raison.

En tous les cas, j'aurai un autre entretien avec Madame Fourniaud. Mais avec vous, Monsieur, à quoi bon avoir un entretien avec vous ? Vous ne respectez rien, Monsieur Guillaud-Bataille, vous n'êtes pas républicain. C'est tout, vous ne l'êtes pas.

Propos hors micro

M. le Maire : Merci à vous, la séance est levée.

La séance est levée à 21 h 54.